Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 072-217201540-20250303-DGS250303D001-DE

VILLE DE LA FLÈCHE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DE LA FLÈCHE

SÉANCE ORDINAIRE DU 3 MARS 2025

L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ, LE LUNDI 3 MARS à 19 heures, le Conseil Municipal de LA FLÈCHE s'est réuni à l'hôtel de Ville, salle du Conseil municipal, sous la présidence de Madame Nadine GRELET-CERTENAIS, Maire.

Les conseillers municipaux suivants étaient convoqués :

Mme GRELET-CERTENAIS	Mme MÉNAGE	M. LANGLOIS
Mme MÉTERREAU	M. CHAUVIN	Mme JUGUIN-LALOYER
M. KOUYATÉ	Mme RACHET	M. JAUNAY
M. RIBOT	Mme DUBOIS-GASNOT	M. GUICHON
Mme BOIGNÉ	M. TEIXEIRA	Mme LECOMTE-DENIZET
M. MASLOH	Mme LOISON	M. BESNARD
Mme PLARD	Mme EL ALAOUI	Mme CHEVALIER
Mme PAUVERT	M. MOREAU-CHAUVIN	Mme DEZÉ
M. CULORIER	Mme BOUILLOUD	Mme CACHAN
M. HUBERT	Mme DELHOMMEAU	Mme FRESNEAU
Mme DUBREUIL	M. MUNSCH	Mme de BELLABRE

Date de convocation : **25/02/2025**	Absents excusés :
Elus en exercice : **33**	- Mme BOIGNÉ pouvoir à Mme Rachet
Elus présents : **29**	- Mme LECOMTE-DENIZET pouvoir à Mme Ménage
Elus absents : **4**	- Mme BOUILLOUD pouvoir à Mme Méterreau
Pouvoirs : **4**	- Mme DUBREUIL pouvoir à Mme Delhommeau
M. Guillaume CULORIER, conseiller municipal, est nommé secrétaire de séance.	

DÉLIBÉRATION N°DGS250303D001

DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE (D.O.B.) POUR 2025

Depuis la loi « Administration Territoriale de la République » (ATR) du 6 février 1992, la tenue d'un Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) s'impose aux communes et intercommunalités dont une commune est soumis à cette même obligation, et plus généralement aux collectivités, dans un délai de 10 semaines précédant l'examen du budget primitif.

Ce DOB ne peut pas être organisé au cours de la même séance que l'examen du budget primitif. Il n'a aucun caractère décisionnel. Sa teneur doit néanmoins faire l'objet d'une délibération afin que le représentant de l'Etat puisse s'assurer du respect de la loi.

L'article 107 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi « NOTRe », a voulu accentuer l'information des conseillers municipaux.

Madame la Maire rappelle que conformément aux dispositions de l'article L 2312-1 alinéas 1 et 2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est présenté aux membres de l'assemblée des éléments de

réflexion propres à ouvrir le débat sur les orientations budgétaires dont le contenu fait l'objet du Rapport d'Orientations Budgétaires (ROB) joint.

Les orientations budgétaires qui préfigurent les priorités qui seront affichées dans les budgets primitifs 2025, ont été présentées à la Commission Ressources, participation citoyenne, citoyenneté et commerce qui s'est réunie le 24 février 2025.

A l'issue de la présentation, les membres du Conseil municipal sont invités à s'exprimer sur les orientations générales des budgets 2025.

Le Conseil municipal prend acte

Pour Extrait Conforme,

Le Secrétaire de séance,
Guillaume CULORIER

La Maire,
Nadine GRELET-CERTENAIS

Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 072-217201540-20250303-DGS250303D001-DE

VILLE DE LA FLÈCHE

Budget principal et annexes

Rapport d'Orientations Budgétaires (ROB) 2025

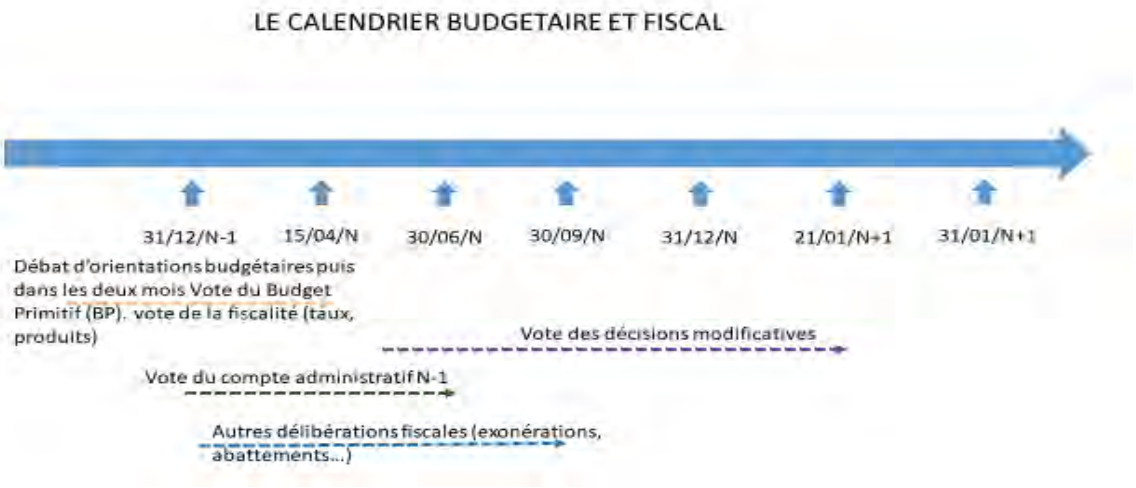
Support D'ACCOMPAGNEMENT au Débat d'Orientations Budgétaires

Conseil Municipal du 3 Mars 2025

Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 072-217201540-20250303-DGS250303D001-DE

INTRODUCTION :

✓ Si l'action des collectivités locales est principalement conditionnée par le vote de leur budget annuel (BP : budget primitif), leur cycle budgétaire est rythmé par la prise de nombreuses décisions.



✓ La loi du 6 février 1992 a étendu aux communes de 3 500 habitants et plus, l'obligation d'organiser un débat sur les orientations générales du budget (D.O.B.) dans un délai de deux mois précédent l'examen de celui-ci par l'assemblée délibérante. Le D.O.B doit concerner le budget principal et les budgets annexes.

✓ L'un des objectifs du D.O.B est de renforcer la démocratie participative en instaurant une discussion au sein de l'assemblée sur l'avenir de la collectivité à court et moyen terme. Le R.O.B. (rapport d'orientation budgétaire) est donc un outil pédagogique permettant de partager des informations utiles au débat. Il donne notamment la possibilité de s'exprimer sur la situation financière. Il n'existe aucune obligation de forme, son contenu varie en fonction de chaque collectivité et il n'a pas de caractère décisionnel. La loi NOTRe a notamment rappelé les principes du DOB et institué l'obligation de fournir des éléments sur la dette et le personnel, ce qui était déjà institué dans le support de la ville de La Flèche depuis de nombreuses années.

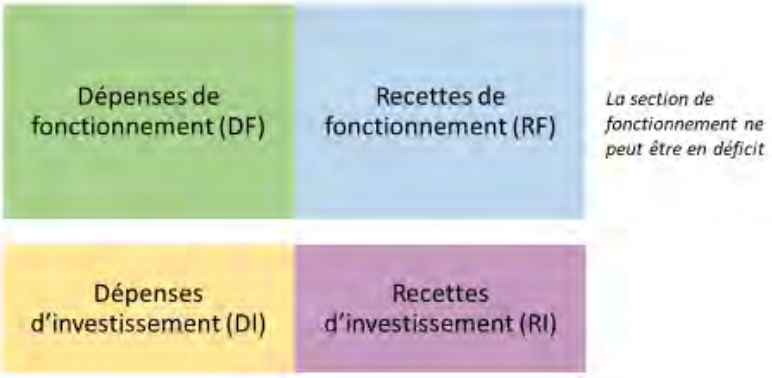
✓ La nomenclature comptable M57 a remplacé la nomenclature M14 en 2024. Cette modification a peu d'impact pour le DOB. A titre indicatif les principales modifications consistent à préciser les modalités de mise en œuvre des AP-CP, permettre une fongibilité des crédits entre chapitres d'une même section (hors chapitre 012), transférer la majorité des charges et produits exceptionnels vers les charges et produits de gestion et supprimer les chapitres de dépenses imprévues. A

Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 072-217201540-20250303-DGS250303D001-DE

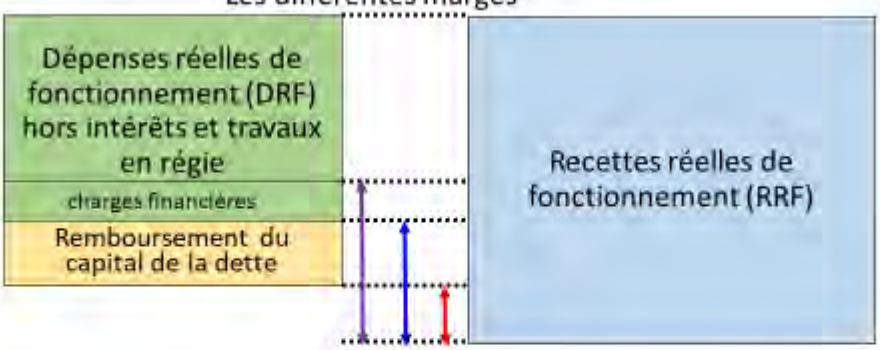
périmètre constant l'épargne de gestion sera donc impactée moins par les épargnes brutes et nettes. Il conviendra aussi de réfléchir à « la marge d'erreur » à prendre sur les dépenses de fonctionnement et d'investissement en l'absence de chapitres de dépenses imprévues pour les deux sections.

- ✓ Schéma synthétique d'un budget

Présentation synthétique de la structure d'un budget



Les différentes marges



Épargne de gestion : elle correspond à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement hors travaux en régie et hors charges d'intérêts. Elle mesure l'épargne dégagée dans la gestion courante hors frais financiers = RRF – (DRF – intérêts – travaux en régie)

Épargne brute : elle correspond à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement hors travaux en régie = épargne de gestion – charges d'intérêts. Appelée aussi "autofinancement brut".
l'épargne brute est affectée à la couverture d'une partie des dépenses d'investissement (en priorité, le remboursement de la dette, et pour le surplus, les dépenses d'équipement).

Épargne nette : elle correspond à l'épargne brute après déduction des remboursements du capital de la dette. L'annuité et les remboursements sont pris hors gestion active de la dette. Elle mesure l'épargne disponible pour l'équipement brut après financement des remboursements de dette. = RRF – DRF – remboursement du capital

Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 072-217201540-20250303-DGS250303D001-DE

1ère Partie : LE CONTEXTE NATIONAL

❖ LOI DE FINANCES

Un contexte institutionnel et financier exceptionnel

L'Assemblée Nationale ayant rejeté le PLF 2025 le 12 novembre dernier en première lecture, le texte initial du gouvernement avait été directement transmis au Sénat qui était en train de le modifier sensiblement lorsque les travaux de la Haute Assemblée ont été suspendus le 4 décembre dernier par la censure du gouvernement Barnier, à la suite du 49-3 déposé sur le PLFSS 2025.

Conformément à l'article 47 de la Constitution, en cas de certitude d'absence au 31 décembre d'une loi de finances initiale pour l'année suivante, le Gouvernement doit demander au Parlement le vote d'une « loi spéciale » qui autorise la perception des impôts nationaux et locaux existants jusqu'à la promulgation, postérieure donc au 1er janvier, d'une loi de finances. Cette loi n°2024-1188, précédée par un avis motivé du Conseil d'État en date du 9 décembre, ne comporte que 4 articles, et a été votée sans le moindre amendement et promulguée le 20 décembre 2024. Un décret d'application n°2024-1253 a été pris le 30 décembre pour préciser la limite des autorisations d'engagement et des crédits de paiement de chaque ministère ainsi que des autorisations de découvert reproduisant les montants de 2024.

Le gouvernement Bayrou a choisi de ne pas redéposer un nouveau texte du PLF 2025 mais de s'appuyer sur celui que le Sénat examinait avant le 4 décembre et dont il a repris l'examen au 15 janvier pour finalement agréer un texte fortement amendé par 217 voix contre 105 le 23 janvier dernier.

La raison majeure qui a conduit à ne pas repartir de zéro, est évidemment le contexte extrêmement dégradé des finances publiques françaises avec un déficit budgétaire 2024 estimé à 6,1% du PIB qui devrait situer la France dans les toutes dernières places du classement, lorsque Eurostat publiera en avril prochain les ratios comparatifs du dernier exercice achevé (voir schéma 1).
Le blocage institutionnel qui prévaut depuis maintenant 7 mois a déjà alimenté une stagnation de la consommation des ménages, une recrudescence du chômage au travers entre autres d'un accroissement des défaillances d'entreprises et in fine une diminution du PIB de la France au 4ème trimestre 2024.
Pour 2025, les hypothèses de croissance du PIB imaginées en octobre dernier à 1,1% ont été revues à la baisse à 0,9% en janvier 2025, tandis que le consensus des économistes qui se situe plutôt à 0,7% les considère encore comme surévaluées surtout dans le contexte de la guerre commerciale prônée par la nouvelle administration américaine, mise en place le 20 janvier dernier, vis-à-vis de

Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 072-217201540-20250303-DGS250303D001-DE

l'ensemble de ses partenaires, laquelle s'ajoute à un contexte géopolitique mondial déjà particulièrement tendu.

Dans ce cadre, la volonté du gouvernement a été de chercher à minimiser le décalage en nombre de semaines de retard par rapport à une loi de finances habituellement promulguée avant le 31 décembre. Mais d'ores et déjà, la DGCL a fait savoir qu'elle ne pourrait pas sortir les dotations à la date contractuelle du 31 mars, ouvrant donc la voie à un décalage de la date limite de vote des taux et des budgets primitifs du 15 avril à une échéance, par prudence non précisée à ce jour, mais qui devrait au minimum mordre sur le mois de mai.

(source la lettre du financier territorial : Michel Klopfer)

La commission mixte paritaire (CMP) réunissant 7 députés et 7 sénateurs s'est mise d'accord par 8 voix contre 6, le vendredi 31 janvier sur une version de compromis publiée le 3 février, assez proche de celle du Sénat, notamment sur les dispositions concernant les collectivités locales.

Le PLF 2025 après avoir passé le 13 février l'étape du Conseil constitutionnel (qui n'a pas censuré de disposition majeure) a été promulgué le 14 février et publié au JO du 15 février 2025.

Le gouvernement prévoit donc un déficit public à 5.4% du PIB en 2025 et sous les 5% en 2026.

Le PLF version Bayrou a ramené l'effort demandé aux collectivités de 5 à 2.2 milliards d'euros. La part du bloc communal est ramenée de 2.1 milliards à 858 millions d'euros. Néanmoins, le comité des finances locales (CFL) a refait ses calculs en ajoutant notamment à la copie du gouvernement la très forte augmentation des cotisations CNRACL (décidée par décret), la baisse du fond vert, le gel des dotations d'équipement, et estime que la facture dépasserait les 7 milliards d'euros.

Le fonds de réserve qui visait à prélever environ 3 milliards d'euros s'est vu substitué par le dispositif de lissage conjoncturel (« DILICO »).
Le prélèvement est ramené à 1 milliard d'euros répartis entre 250 millions pour les communes, 250 millions pour les EPCI, 220 millions pour les départements et collectivités à statut spécial et 280 millions pour les régions.
Pour les communes, il est calculé sur un indice synthétique de ressources et charges faisant intervenir pour 75% le rapport du potentiel financier et celui de l'ensemble des communes et pour 25% le rapport entre le revenu moyen par habitant et celui des habitants de l'ensemble des communes.
Le même principe est retenu pour les EPCI.

Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 072-217201540-20250303-DGS250303D001-DE

Les collectivités qui se situent au-dessus de 110% de l'indice moyen sont contributrices, à l'exception des communes en DSU cible, les 2 500 premières de la DSR cible ou dans les 115 premières de la dotation de péréquation d'outremer.
Pour les communes et EPCI assujettis, le calcul de la contribution est proportionnel à sa population et à l'écart au seuil de 110%, et avec le plafond classique de 2% des recettes réelles de fonctionnement.

Au total, les premières simulations feraient ressortir une évaluation de 2 141 collectivités concernées dont 12 régions, 50 départements, 131 intercommunalités et 1 948 communes.

L'enveloppe 2024 de la DGF de 27.2 milliards progresse d'environ 150 millions d'euros en 2025.
Cet effort sera compensé dans le budget de l'Etat par une réduction de la DSIL de 145 millions d'euros. Pour mémoire les autorisations d'engagements étaient de 570 millions en 2024.
Cette somme de 150 millions d'euros servira à financer une partie des 290 millions nécessaires au financement de la DSU (140 millions) et de la DSR (150 millions). Les 140 millions complémentaires sont ponctionnés sur la dotation forfaitaire des communes dépassant un certain seuil de richesse et aussi probablement sur la dotation de compensation des intercommunalités à fiscalité propre.
Si le CFL reconduit ses décisions de 2023, la DSR bourg centre progresserait de 5.6%, la DSR de péréquation de 9.8% et la DSR cible de 3.0%.

Alors que la DSIL qui finance principalement les grands projets structurants baisse, la DETR est sanctuarisée (1.046 milliard d'euros d'autorisations d'engagement en 2025). Le seuil de consultation des commissions de DETR est ramené de 100 à 50 000 euros.

La baisse du FCTVA initialement estimée à 800 millions d'euros pour les collectivités n'a pas été retenue par la CMP.

Les 49.2 milliards d'euros de fraction de TVA compensant la fiscalité perdue (TH des EPCI, FB des départements et CVAE des différentes collectivités) ne seront pas indexés sur l'évolution de la TVA. Avec une croissance de TVA prévue à +2,3 % en 2025, le manque à gagner pour les collectivités atteindrait 1,2 Md€, dont environ 330 M€ pour les collectivités du bloc local, essentiellement les intercommunalités. Cette mesure remet en cause l'engagement de l'attribution d'une compensation dynamique aux collectivités pris lors de la suppression de la CVAE. De plus, elle limite l'intéressement des intercommunalités à l'accueil et au développement des entreprises de leur territoire.

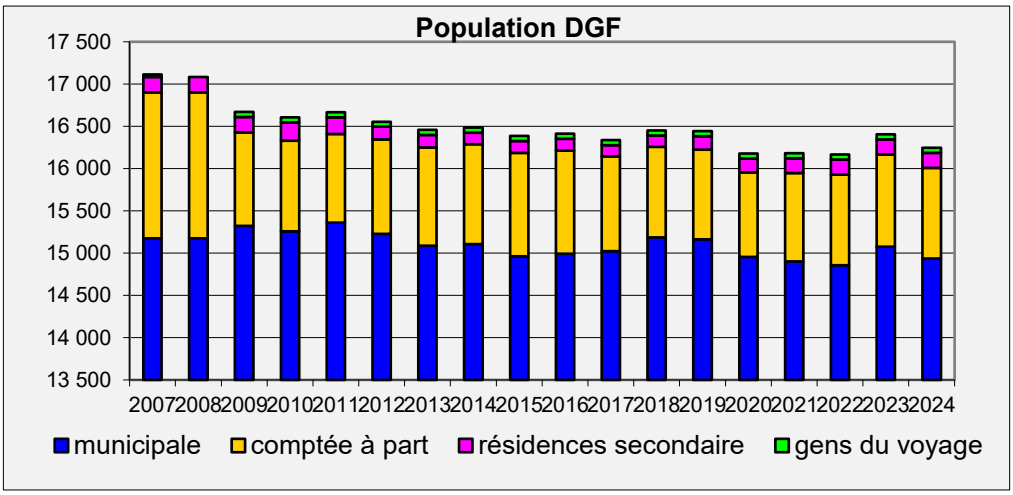
Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 072-217201540-20250303-DGS250303D001-DE

❖ LA POPULATION

✓ Les chiffres de la population légale utilisent les enquêtes de recensement annuel qui ont lieu au cours des cinq dernières années. Les populations légales publiées fin N sont utilisées pour les dotations N+1.

Le terme générique de « population légale » regroupe pour chaque commune sa population municipale et sa population comptée à part.
La population municipale comprend à titre principal les personnes ayant leur résidence habituelle sur le territoire de la commune dont les majeurs en internat. La population comptée à part comprend certaines personnes dont la résidence habituelle est dans une autre commune mais qui ont conservé une résidence dans la commune, ce sont par exemple les étudiants majeurs logés ailleurs pour leurs études ou les étudiants internes mineurs ayant une résidence habituelle (parents) dans une autre commune. Lors de la réforme de 2006 certaines catégories ont été déplacées d'une population vers une autre sans que cela ne modifie la somme des deux, qui est appelée population totale.
Pour obtenir la population DGF, on ajoute une personne par résidence secondaire et une personne pour chaque emplacement composant les aires d'accueil des gens du voyage. Ce chiffre est multiplié par deux si la commune est éligible à la DSU, ce qui est le cas pour la ville de La Flèche.

La variation annuelle de la population impacte les dotations communales, intercommunales ainsi que tous les ratios utilisant le nombre d'habitants.



Pour mémoire le recensement de 1999 est utilisé pour calculer la DGF jusqu'en 2008.

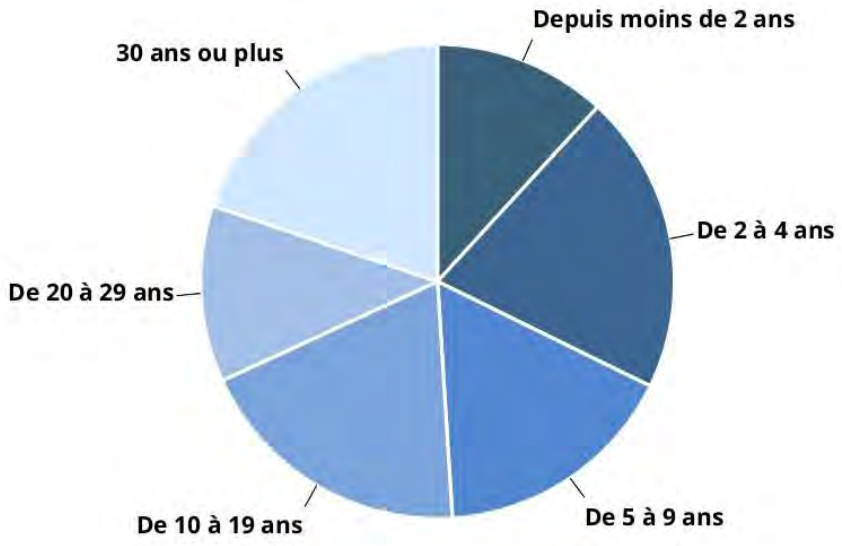
La population légale millésimée 2022 qui entre en vigueur au 1er janvier 2025 augmente de 108 habitants. La population Insee est donc portée de 16 007 à 16 115 habitants.

Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 072-217201540-20250303-DGS250303D001-DE

POP G2 - Population par grandes tranches d'âges

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations principales, géographie au 01/01/2024.

LOG G2 - Ancienneté d'emménagement des ménages en 2021



Source : Insee, RP2021 exploitation principale, géographie au 01/01/2024.

Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 072-217201540-20250303-DGS250303D001-DE

POP T4 - Lieu de résidence 1 an auparavant

Lieu de résidence	2015	%	2021	%
Personnes d'1 an ou plus habitant auparavant :	**15 029**	**100,0**	**14 836**	**100,0**
Dans le même logement	*13 126*	*87,3*	*13 073*	*88,1*
Dans un autre logement de la même commune	*874*	*5,8*	*689*	*4,6*
Dans une autre commune	*1 030*	*6,9*	*1 075*	*7,2*

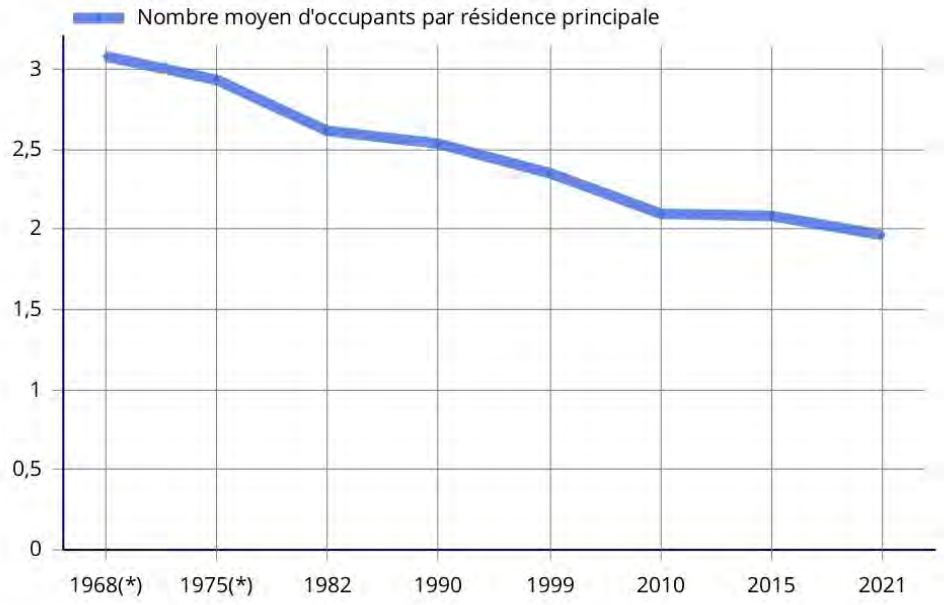
Source : Insee, RP2015 et RP2021, exploitations principales, géographie au 01/01/2024.

POP T5 - Population de 15 ans ou plus selon la catégorie socioprofessionnelle

Catégorie socioprofessionnelle	2010	%	2015	%	2021	%
Ensemble	**12 575**	**100,0**	**12 636**	**100,0**	**12 690**	**100,0**
Agriculteurs exploitants	42	0,3	39	0,3	48	0,4
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	352	2,8	337	2,7	419	3,3
Cadres et professions intellectuelles supérieures	712	5,7	640	5,1	674	5,3
Professions intermédiaires	1 244	9,9	1 277	10,1	1 279	10,1
Employés	1 814	14,4	1 963	15,5	1 829	14,4
Ouvriers	2 300	18,3	2 171	17,2	1 890	14,9
Retraités	4 242	33,7	4 202	33,3	4 435	35,0
Autres personnes sans activité professionnelle	1 869	14,9	2 006	15,9	2 116	16,7

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations complémentaires, géographie au 01/01/2024.

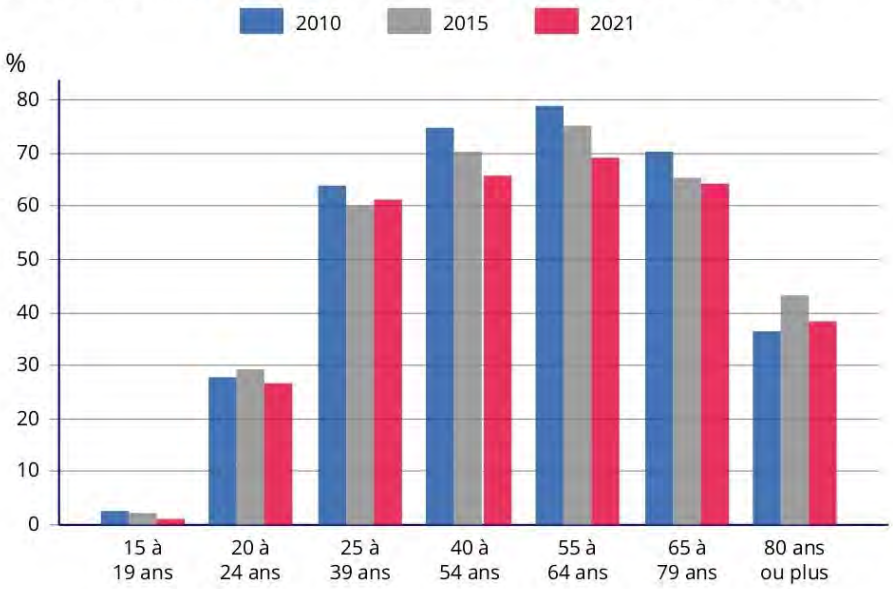
FAM G1 - Évolution de la taille des ménages en historique depuis 1968



(*) 1967 et 1974 pour les DOM
Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2024.
Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombrements, RP2010 au RP2021 exploitations principales.

Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 072-217201540-20250303-DGS250303D001-DE

FAM G3 - Personnes de 15 ans ou plus déclarant vivre en couple selon l'âge



Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations principales, géographie au 01/01/2024.

FAM T3 - Composition des familles

Type de famille	2010	%	2015	%	2021	%
Ensemble	**4 234**	**100,0**	**4 080**	**100,0**	**4 026**	**100,0**
Couples avec enfant(s)	**1 464**	**34,6**	**1 406**	**34,5**	**1 272**	**31,6**
Familles monoparentales	**548**	**12,9**	**568**	**13,9**	**777**	**19,3**
Hommes seuls avec enfant(s)	85	2,0	102	2,5	150	3,7
Femmes seules avec enfant(s)	463	10,9	466	11,4	626	15,6
Couples sans enfant	**2 222**	**52,5**	**2 106**	**51,6**	**1 978**	**49,1**

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations complémentaires, géographie au 01/01/2024.

FAM T4 - Familles selon le nombre d'enfants âgés de moins de 25 ans

Nombre d'enfants	2010	%	2015	%	2021	%
Ensemble	**4 234**	**100,0**	**4 080**	**100,0**	**4 026**	**100,0**
Aucun enfant	2 382	56,3	2 252	55,2	2 205	54,8
1 enfant	770	18,2	699	17,1	855	21,2
2 enfants	673	15,9	721	17,7	617	15,3
3 enfants	316	7,5	266	6,5	280	7,0
4 enfants ou plus	93	2,2	142	3,5	68	1,7

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations complémentaires, géographie au 01/01/2024.

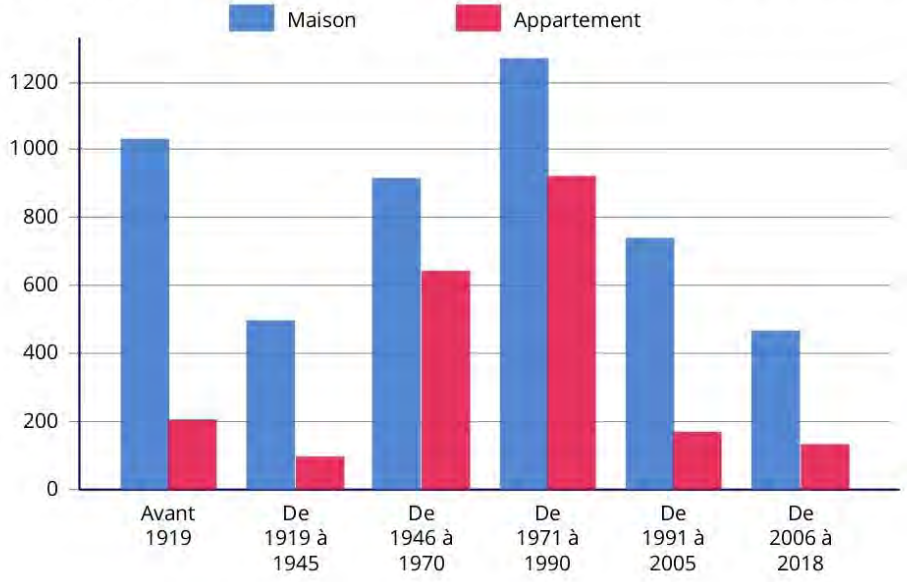
Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 072-217201540-20250303-DGS250303D001-DE

LOG T2 - Catégories et types de logements

Catégorie ou type de logement	2010	%	2015	%	2021	%
Ensemble	**7 477**	**100,0**	**7 710**	**100,0**	**7 986**	**100,0**
Résidences principales	6 827	91,3	6 898	89,5	7 220	90,4
Résidences secondaires et logements occasionnels	137	1,8	160	2,1	199	2,5
Logements vacants	512	6,9	653	8,5	567	7,1
Maisons	*4 866*	*65,1*	*5 141*	*66,7*	*5 359*	*67,1*
Appartements	*2 528*	*33,8*	*2 554*	*33,1*	*2 567*	*32,1*

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations principales, géographie au 01/01/2024 .

LOG G1 - Résidences principales en 2021 selon le type de logement et la période d'achèvement



Résidences principales construites avant 2019.
Source : Insee, RP2021 exploitation principale, géographie au 01/01/2024.

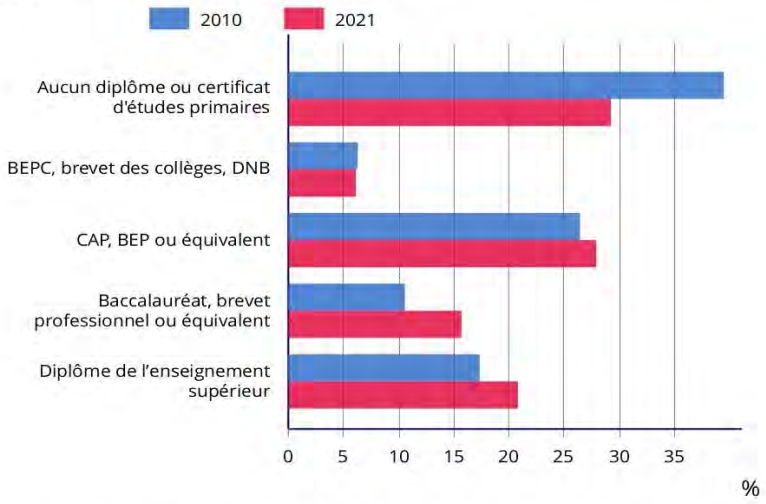
LOG T9 - Équipement automobile des ménages

Equipement	2010	%	2015	%	2021	%
Ensemble	**6 827**	**100,0**	**6 898**	**100,0**	**7 220**	**100,0**
Au moins un emplacement réservé au stationnement	**3 602**	**52,8**	**4 004**	**58,0**	**4 118**	**57,0**
Au moins une voiture	**5 663**	**82,9**	**5 755**	**83,4**	**6 076**	**84,2**
1 voiture	3 389	49,6	3 441	49,9	3 672	50,9
2 voitures ou plus	2 274	33,3	2 314	33,6	2 403	33,3

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations principales, géographie au 01/01/2024.

Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 072-217201540-20250303-DGS250303D001-DE

FOR G2 - Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus (en %)



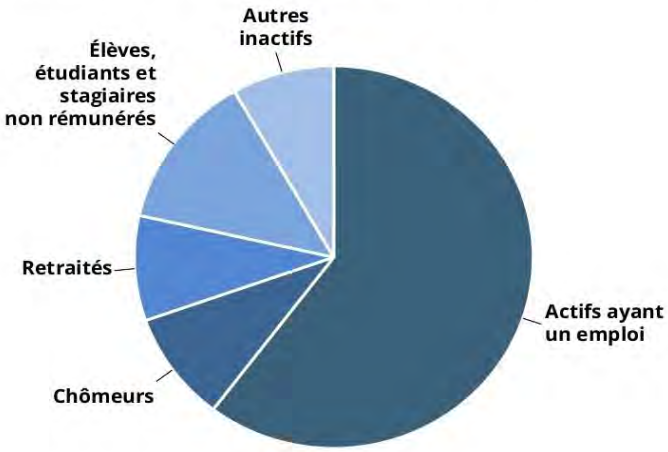
Note : Les modalités de réponse ayant évolué au cours des enquêtes de recensement, les valeurs ne peuvent être obtenues pour le millésime 2015.
Sources : Insee, RP2010, RP2021, exploitations principales, géographie au 01/01/2024.

EMP T1 - Population de 15 à 64 ans par type d'activité

Type d'activité	2010	2015	2021
Ensemble	**9 335**	**9 303**	**8 965**
Actifs en %	**69,3**	**69,7**	**69,7**
Actifs ayant un emploi en %	60,0	58,0	60,4
Chômeurs en %	9,3	11,7	9,3
Inactifs en %	**30,7**	**30,3**	**30,3**
Élèves, étudiants et stagiaires non rémunérés en %	11,6	12,6	13,2
Retraités ou préretraités en %	11,5	10,0	8,9
Autres inactifs en %	7,7	7,7	8,3

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations principales, géographie au 01/01/2024.

EMP G1 - Population de 15 à 64 ans par type d'activité en 2021



Source : Insee, RP2021 exploitation principale, géographie au 01/01/2024.

Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 072-217201540-20250303-DGS250303D001-DE

EMP T8 - Emplois selon le secteur d'activité

Secteur d'activité	2010		2015		2021			
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	dont femmes en %	dont salariés en %
Ensemble	**7 496**	**100,0**	**7 011**	**100,0**	**7 385**	**100,0**	**50,6**	**89,7**
Agriculture	168	2,2	110	1,6	145	2,0	28,0	64,9
Industrie	1 446	19,3	1 306	18,6	1 202	16,3	31,6	95,0
Construction	419	5,6	373	5,3	445	6,0	17,5	81,2
Commerce, transports, services divers	2 796	37,3	2 693	38,4	3 158	42,8	51,5	87,0
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	2 667	35,6	2 529	36,1	2 434	33,0	66,3	93,7

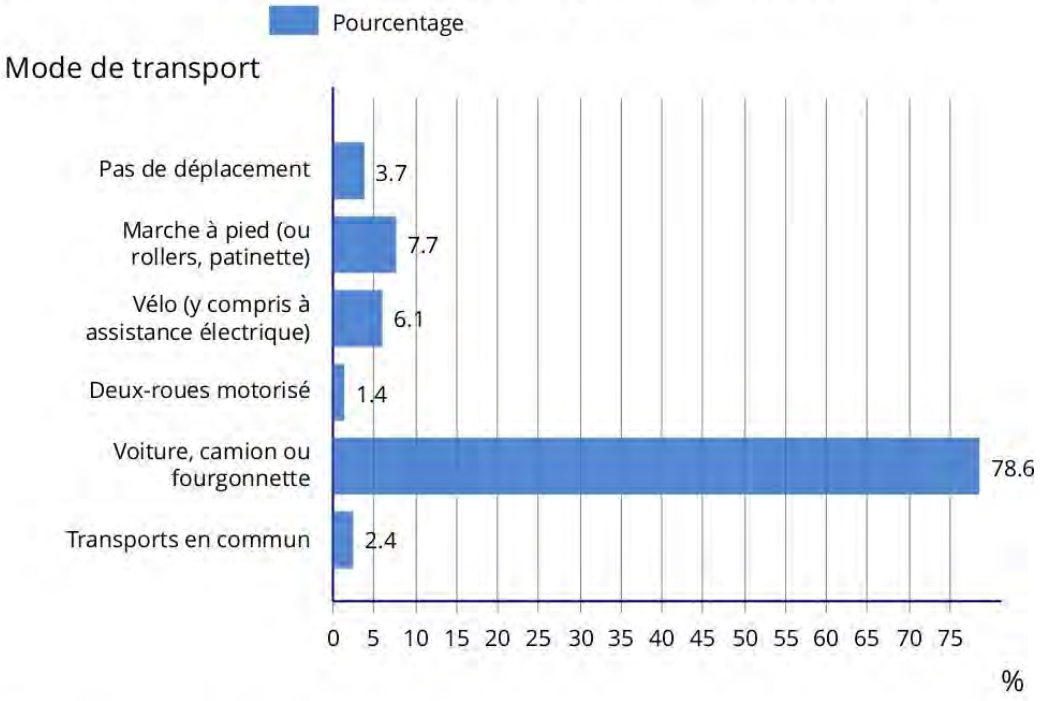
Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations complémentaires lieu de travail, géographie au 01/01/2024.

ACT T4 - Lieu de travail des actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi qui résident dans la zone

Zone du lieu de travail	2010	%	2015	%	2021	%
Ensemble	**5 632**	**100**	**5 413**	**100**	**5 466**	**100**
Travaillent :						
dans la commune de résidence	3 515	62,4	3 202	59,2	3 059	56,0
dans une commune autre que la commune de résidence	2 117	37,6	2 211	40,8	2 408	44,0

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations principales, géographie au 01/01/2024.

ACT G2 - Part des moyens de transport utilisés pour se rendre au travail en 2021



Champ : actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi.
Source : Insee, RP2021 exploitation principale, géographie au 01/01/2024.

Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 072-217201540-20250303-DGS250303D001-DE

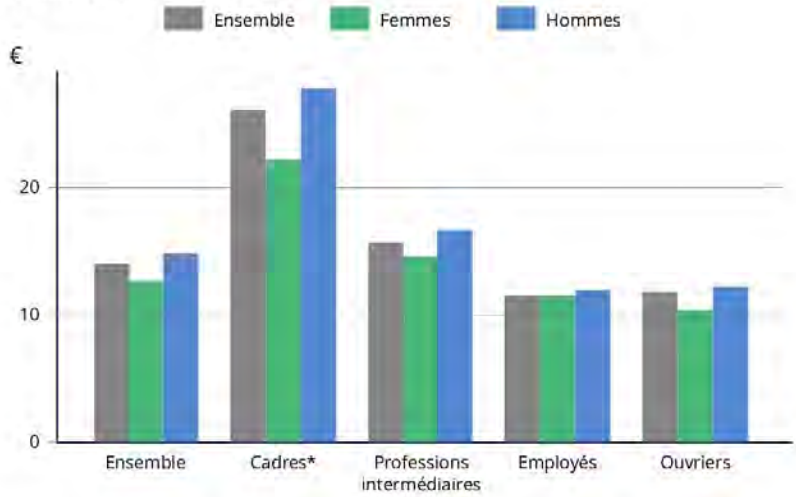
RFD G1 - Naissances et décès domiciliés

Source : Insee, statistiques de l'état civil en géographie au 01/01/2024.

✓ Le dernier revenu fiscal moyen connu des 8 811 foyers fiscaux fléchois est de 24 551 € par an contre 29 462 € pour les contribuables des villes de même strate au niveau régional et 28 320 € au niveau national. Il est donc inférieur de 16.67% et de 13.31% aux revenus des contribuables des villes de même strate au niveau régional et national.

60.90% des foyers fiscaux fléchois étaient non imposables contre seulement 53.70% pour les villes de même strate au niveau régional et 55.50% au niveau national (source trésor public ; données fiche synthétique exercice 2023).

SAL G1 - Salaire net horaire moyen (en euros) selon la catégorie socioprofessionnelle en 2022



* Cadres, professions intellectuelles supérieures et chefs d'entreprises salariés
Champ : Salariés du privé, y compris bénéficiaires de contrats aidés et de contrats de professionnalisation ; hors apprentis, stagiaires, salariés agricoles et salariés des particuliers employeurs.
Source : Insee, Bases Tous salariés, fichier salariés au lieu de résidence en géographie au 01/01/2024.

Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 072-217201540-20250303-DGS250303D001-DE

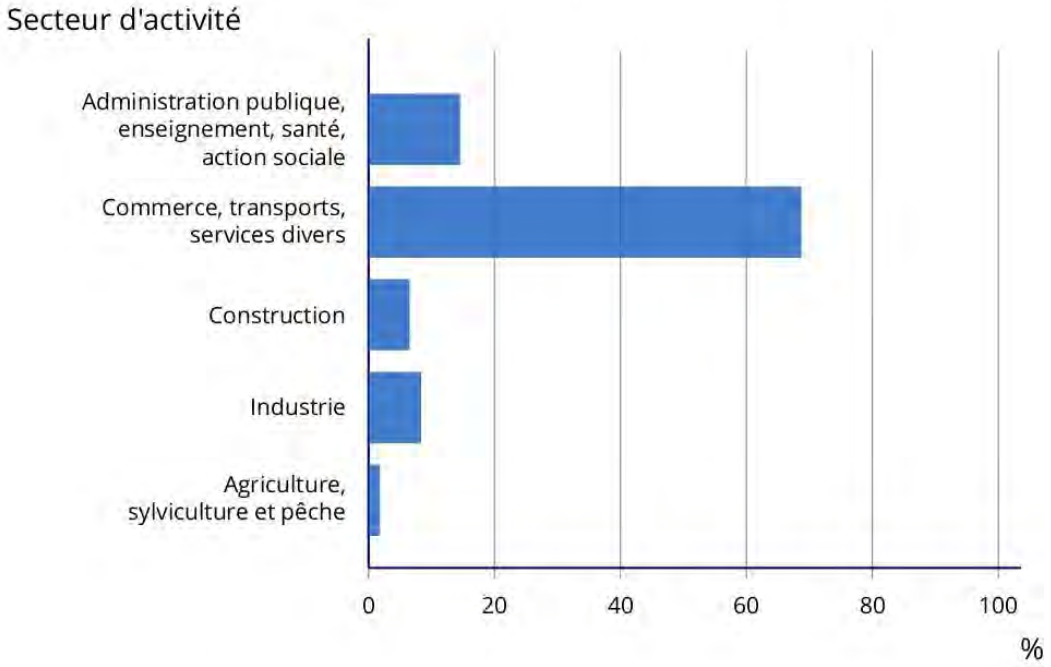
SAL T1 - Salaire net horaire moyen (en euros) selon l'âge en 2022

Âge	Ensemble	Femmes	Hommes
De 18 à 25 ans	10,9	10,7	11,1
De 26 à 50 ans	13,9	12,8	14,6
Plus de 50 ans	15,8	13,6	17,3

Champ : Salariés du privé, y compris bénéficiaires de contrats aidés et de contrats de professionnalisation ; hors apprentis, stagiaires, salariés agricoles et salariés des particuliers employeurs.
Source : Insee, Bases Tous salariés, fichier salariés au lieu de résidence en géographie au 01/01/2024.

❖ *L'ECONOMIE*

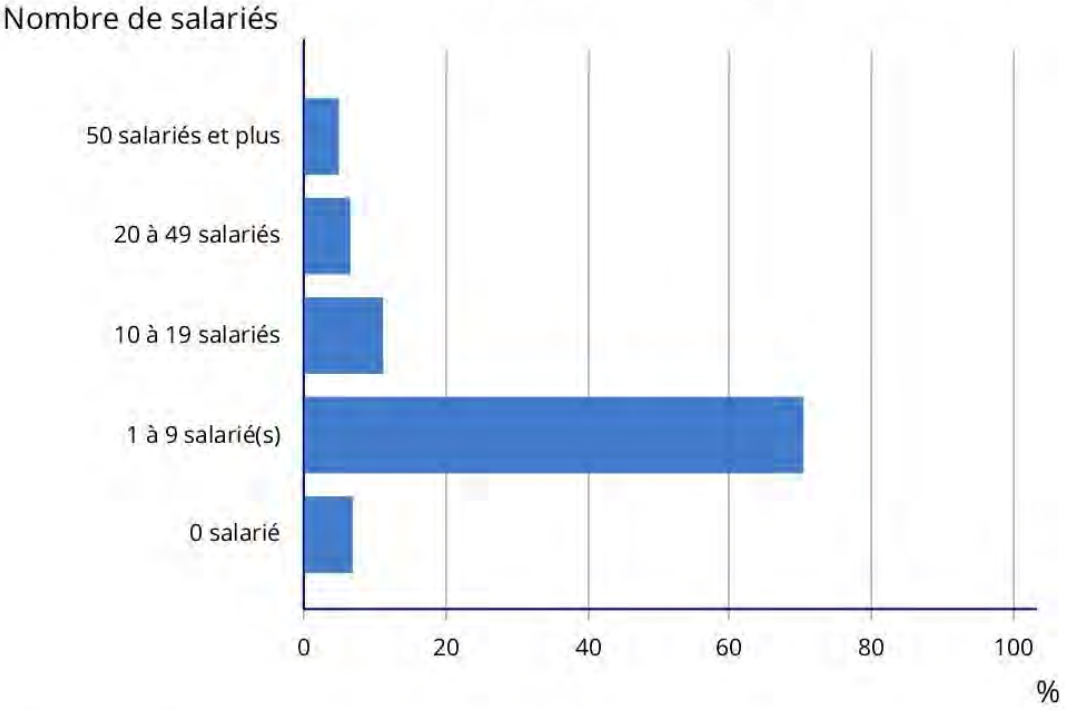
RES G1 - Répartition des établissements actifs employeurs par secteur d'activité agrégé fin 2022



Champ : hors secteur de la défense et hors particuliers employeurs.
Source : Insee, Flores (Fichier localisé des rémunérations et de l'emploi salarié) en géographie au 01/01/2024.

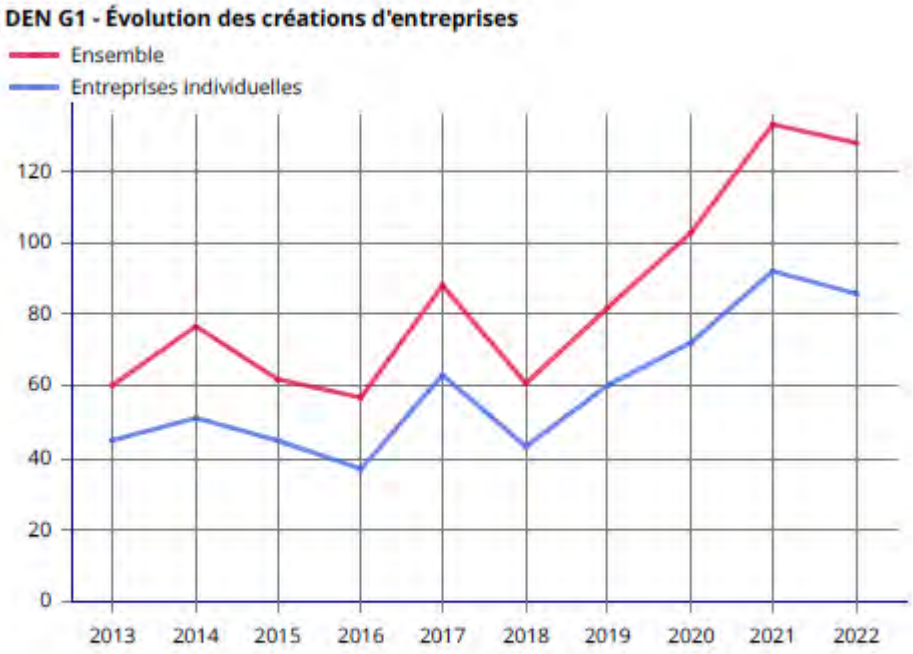
Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 072-217201540-20250303-DGS250303D001-DE

RES G2 - Répartition des établissements actifs employeurs par taille fin 2022



Champ : hors secteur de la défense et hors particuliers employeurs.
Source : Insee, Flores (Fichier localisé des rémunérations et de l'emploi salarié) en géographie au 01/01/2024.

DEN G1 - Évolution des créations d'entreprises



Champ : activités marchandes hors agriculture.
Source : Insee, Système d'information sur la démographie d'entreprises (SIDE) en géographie au 01/01/2024.

Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 072-217201540-20250303-DGS250303D001-DE

✓ Le nombre de demandeurs d'emplois de catégorie A

Décembre 2024 évolution sur un an :

Ville de La Flèche	C.C. Pays Fléchois	Département de la Sarthe	Région Pays de la Loire	France
+3.9 %	+3.2 %	+4.3 %	+7.1 %	+4.6 %

Source : France Travail https://www.observatoire-emploi-paysdelaloire.fr/donnees-localisees/demande-emploi/la-fleche/cc-du-pays-flechois/202412-F28-F32

3ème trimestre 2024, moyenne trimestrielle évolution sur un an

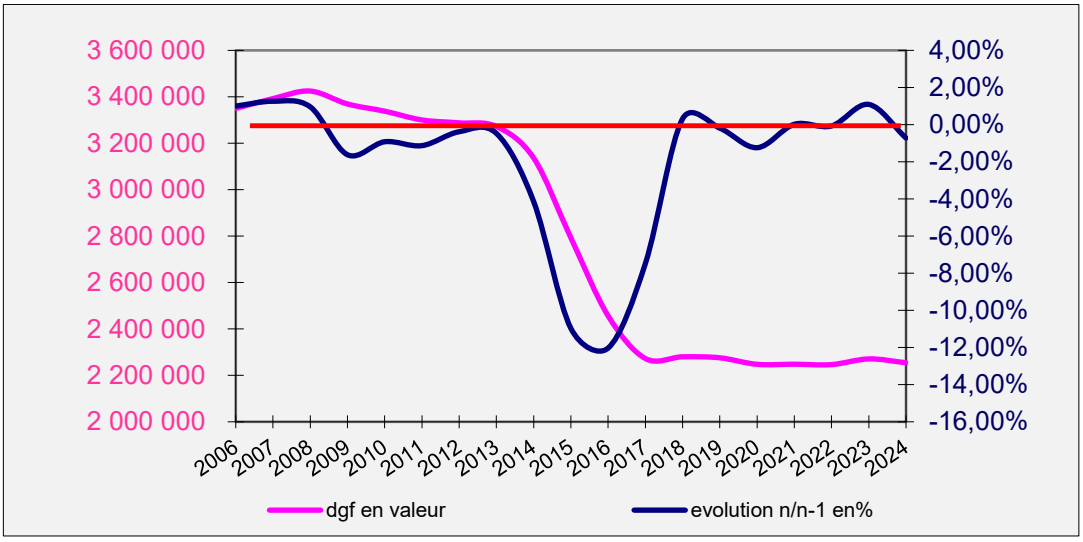
Source insée

ZONE d'emploi (pôle emploi)	Taux 3eme trimestre 2024	Evolution / 1 an en points
LE MANS	7,9 %	+0.3
SABLE	5,7 %	+0.2
LA FERTE BERNARD	6,1 %	+0.2
LA FLECHE	7.0 %	+0.3
LAVAL	5.5 %	+0.6
MAYENNE	5.2 %	+0.4
ANGERS	7,1 %	0.0
SAUMUR	7,6 %	+0.3

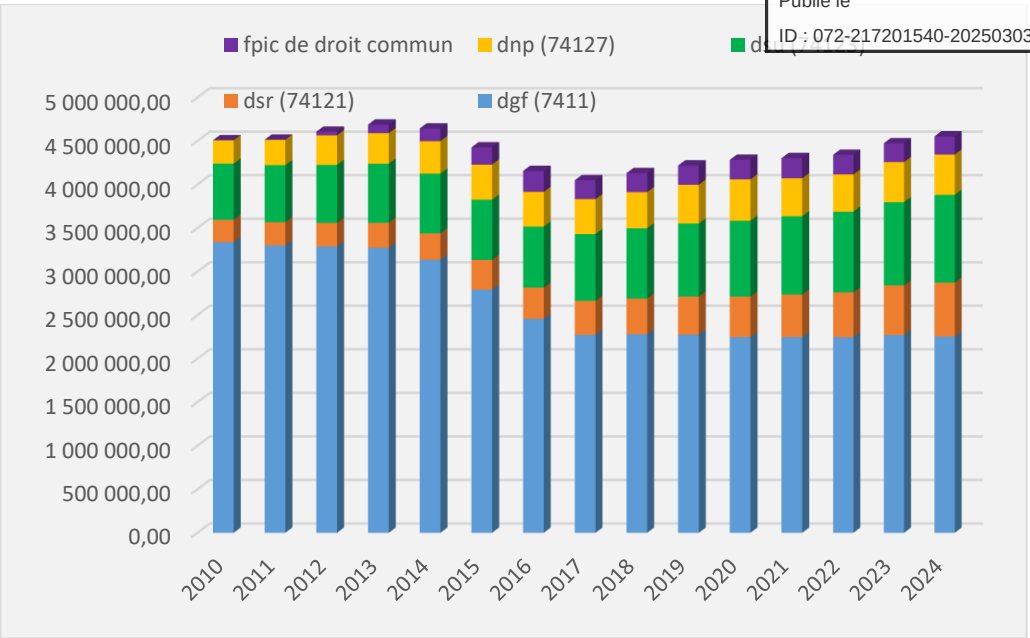
❖ LES DOTATIONS

années	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
dgf notifiée	2 792 614	2 456 549	2 272 695	2 280 026	2 275 757	2 247 614	2 248 021	2 246 493	2 270 876	2 254 468
évol n/n-1 valeur	-343 987	-336 065	-183 854	7 331	-4 269	-28 143	407	-1 528	24 383	-16 408
évol n/n-1 %	-10,97%	-12,03%	-7,48%	0,32%	-0,19%	-1,24%	0,02%	-0,07%	1,09%	-0,72%

Après une première période de Gel de la DGF à compter de 2010, les collectivités ont participé dans une plus grande ampleur au redressement des finances publiques via un prélèvement croissant sur leur DGF de 2014 à 2017. Ce prélèvement est gelé depuis 2018 sur la base de 2017.
Pour mémoire notre DGF était de 3 338 k€ en 2010. La perte cumulée de DGF de 2010 à 2024 est donc de 10 391 k€.



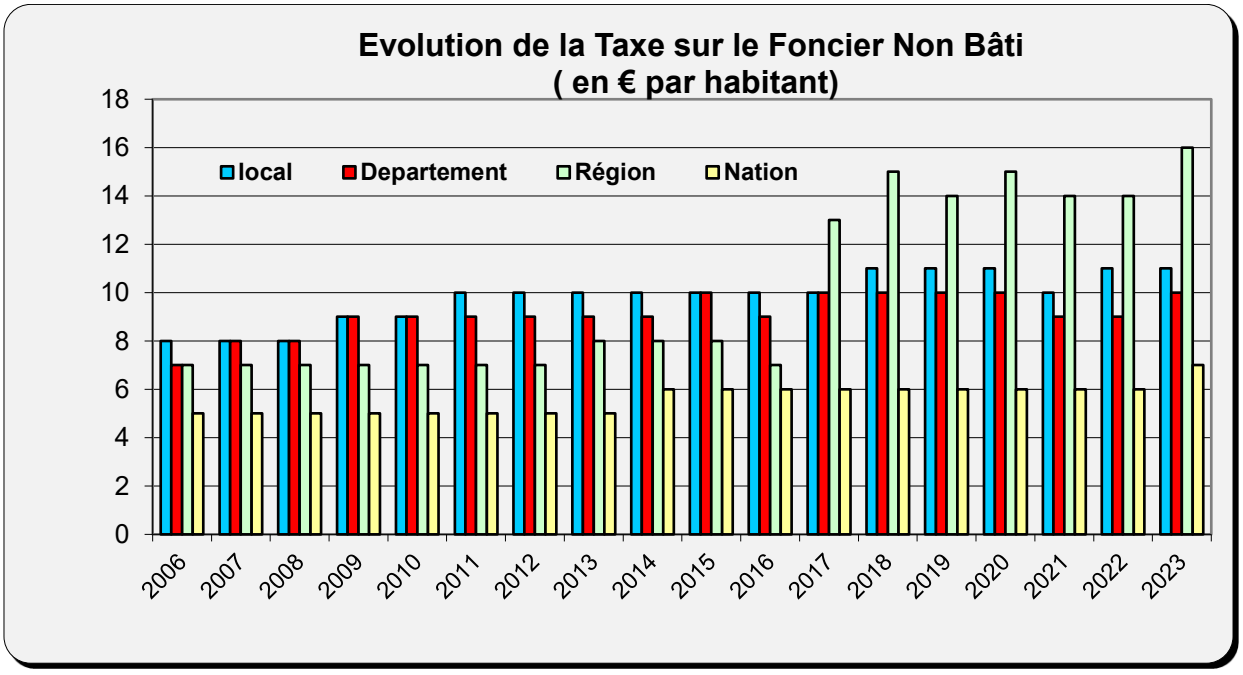
Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 072-217201540-20250303-DGS250303D001-DE



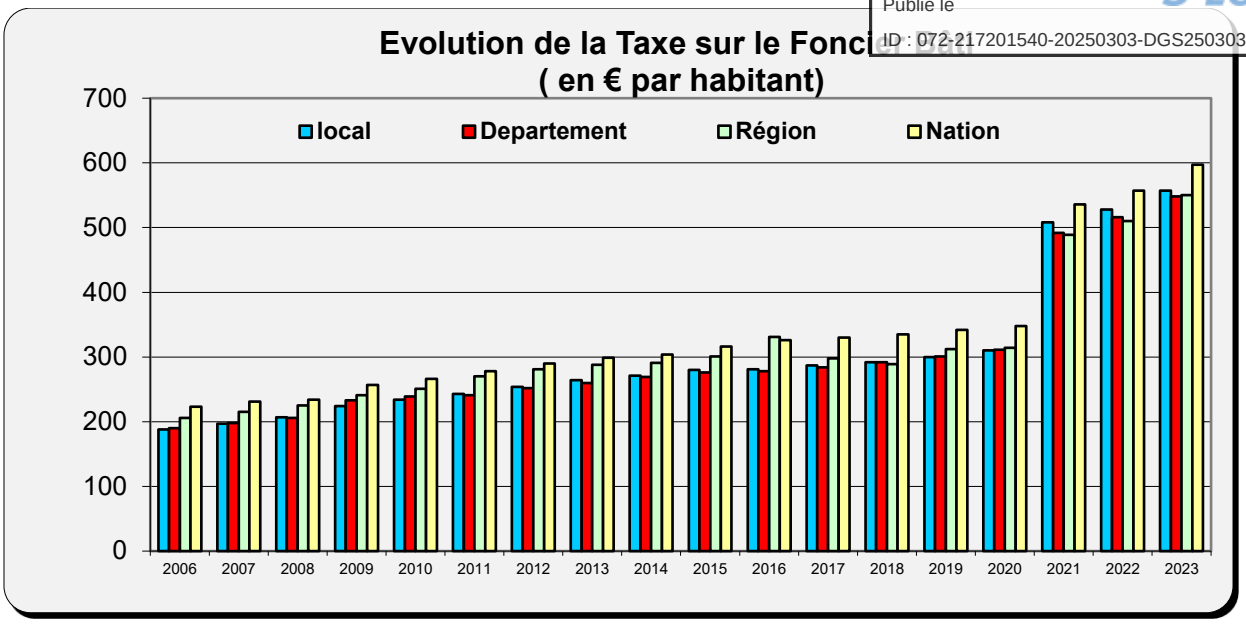
Le fonds de péréquation intercommunale est prélevé sur certains territoires pour être redistribué à d'autres.

❖ LA FISCALITE

✓ Après la suppression de la taxe professionnelle, le bloc communal (commune + intercommunalité) subit la suppression de la taxe d'habitation et sa substitution par la taxe foncière auparavant perçue par le Département.
Au-delà de l'aspect financier, la suppression de la TH peut changer le rapport du citoyen au service public puisque l'usager, dès lors qu'il ne paie pas de foncier n'est plus contribuable. La taxe d'habitation a été définitivement supprimée en 2023 pour l'ensemble des contribuables sur les résidences principales.



Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 072-217201540-20250303-DGS250303D001-DE



✓ La date limite pour voter ou modifier des abattements des impôts locaux est généralement fixée au 15 ou 31 octobre pour une application en N+1.

✓ Les taux doivent être votés avant le 15 avril N. Un report au 30 avril peut être validé les années d'élections municipales.

✓ Pour rappel, l'équipe majoritaire actuelle s'est engagée à ne pas augmenter le taux du foncier bâti sur la totalité du mandat 2020 – 2026

✓ La communauté de communes perçoit des taxes et impôts auprès des contribuables Fléchois.

		Produits en € par habitant			
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)	Produits en €	Pour la commune	Moyenne départementale	Moyenne régionale	Moyenne nationale
au profit de l'EPCI compétent	2 042 042	126	71	71	132

		Produits en € par habitant			
TH, FB et FNB	Produits en €	Pour la commune	Moyenne départementale	Moyenne régionale	Moyenne nationale
-> dont produits TH au profit des groupements à fiscalité propre (FA/FM)	130 035	8	9	34	15
-> dont produits gemapi au profit des groupements à fiscalité propre sur TH	7 783	0	0	2	1
-> dont produits FB au profit des groupements à fiscalité propre (FA/FM)	704 009	44	77	39	35
-> dont produits gemapi au profit des groupements à fiscalité propre sur FB	100 212	6	3	6	5
-> dont produits FNB au profit des groupements à fiscalité propre	8 572	1	2	1	1
-> dont produits gemapi au profit des groupements à fiscalité propre sur FNB	3 030	0	0	0	0
-> dont **Taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TAFNB)** au profit des groupements à fiscalité propre	27 673	2	2	1	1

Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 072-217201540-20250303-DGS250303D001-DE

Contribution foncière des entreprises		Produits en € par habitant			
	Produits en €	Pour la commune	Moyenne départementale	Moyenne régionale	Moyenne nationale
-> dont **Cotisation foncière des entreprises (CFE)** (hors gemapi) au nom des groupements à fiscalité propre (FPU/FPZ/FPE)	1 108 819	69	123	95	119
-> dont produits gemapi au profit des groupements à fiscalité propre sur CFE (FPU/FPZ/FPE)	21 597	1	1	1	2

Contribution foncière des entreprises	Pour la commune	Moyenne départementale	Moyenne régionale	Moyenne nationale
Nombre d'établissements imposés à la cotisation foncière des entreprises au profit du gfp	779	694	904	818
Nombre d'entreprises imposées à la cotisation minimum de cotisation foncière des entreprises au profit du gfp	650	501	821	845

		Produits en € par habitant			
Produits des impôts de répartition	Produits en €	Pour la commune	Moyenne départementale	Moyenne régionale	Moyenne nationale
-> dont **Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseau (IFER)** au bénéfice du GFP	67 440	4	5	6	8
-> dont **Taxes sur les surfaces commerciales (TASCOM)** au bénéfice du GFP	460 652	29	23	24	22

Source perception analyse 2023

❖ LE POTENTIEL FINANCIER ET FISCAL

Potentiel financier : c'est un « indicateur de ressources » plus large que la notion de potentiel fiscal. Il prend en compte non seulement les ressources fiscales mais aussi certaines dotations versées automatiquement par l'Etat.

Potentiel fiscal : c'est un indicateur de richesse fiscale. Il est égal à la somme que produiraient les taxes directes de cette collectivité si l'on appliquait aux bases communales de ces taxes le taux moyen national d'imposition à chacune de ces taxes.

Il est un des indicateurs modifiés par les lois de finances 2022 et 2023 et va donc impacter le calcul de la DGF une fois que les mesures de neutralisation seront supprimées.

données fiche DGF détaillée	2020	2021	2022	2023	2024
potentiel fiscal 4 taxes	12 542 066	12 818 500	12 823 353	13 349 756	14 111 051
potentiel financier	14 773 294	15 022 136	15 027 396	15 552 301	16 337 979
population dgf	16 178	16 182	16 167	16 406	16 245
potentiel financier par habitant (La Flèche)	913,17	928,32	929,51	947,96	1 005,72
potentiel financier / hab strate	1 195,27	1 186,44	1 180,37	1 227,59	1 314,01
% ville strate 4 taxes par hab	76,40%	78,24%	78,75%	77,22%	76,54%
écart en valeur ville / strate 4 taxes par hab	-282,10	-258,12	-250,86	-279,63	-308,29

Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 072-217201540-20250303-DGS250303D001-DE

❖ LE PERSONNEL DE LA VILLE DE LA FLÈCHE

Depuis plusieurs années des salariés de la ville ont été transférés à la communauté de communes dans le cadre d'un transfert de compétence et/ou de la mutualisation d'un service. Les personnels de la bibliothèque et quelques agents de l'école de musique ont été concernés au 1er janvier 2025. Dès lors, la ville de La Flèche rembourse sa quote-part de la masse salariale à la CC du Pays Fléchois sans pour autant que ce personnel ne soit comptabilisé dans les statistiques de la ville.

Bilan social sommaire Ville 2023 pour le ROB

- Tous personnels confondus (tit/stagaire/cdd/cdi/apprenti) présents au 31/12/2023
- Présents pendant l'année et 31/12/2023 pour le coût chargé
- Extraction eksaé : « liste agent par catégorie de gestion » et « rubriques par agent »
- Données des années précédentes selon les mêmes critères au 31/12 de l'année

Portrait type d'un agent à la Ville de La Flèche en 2023

Répartition femmes/hommes

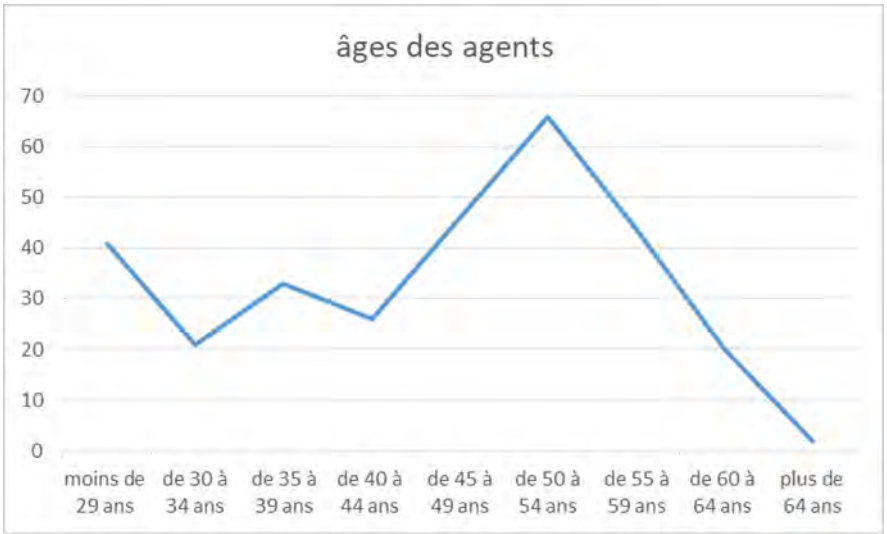
	2020	2021	2022	2023
Femmes	54 %	55 %	56 %	55 %
Hommes	46 %	45 %	44 %	45 %

Age et ancienneté

	2020	2021	2022	2023
Age moyen	45 ans et 9 mois	45 ans et six mois	46 ans	45 ans et 6 mois
Ancienneté moyenne	12 ans et 8 mois	11 ans et six mois	10 ans et 11 mois	11 ans

Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 072-217201540-20250303-DGS250303D001-DE

Pyramide des âges

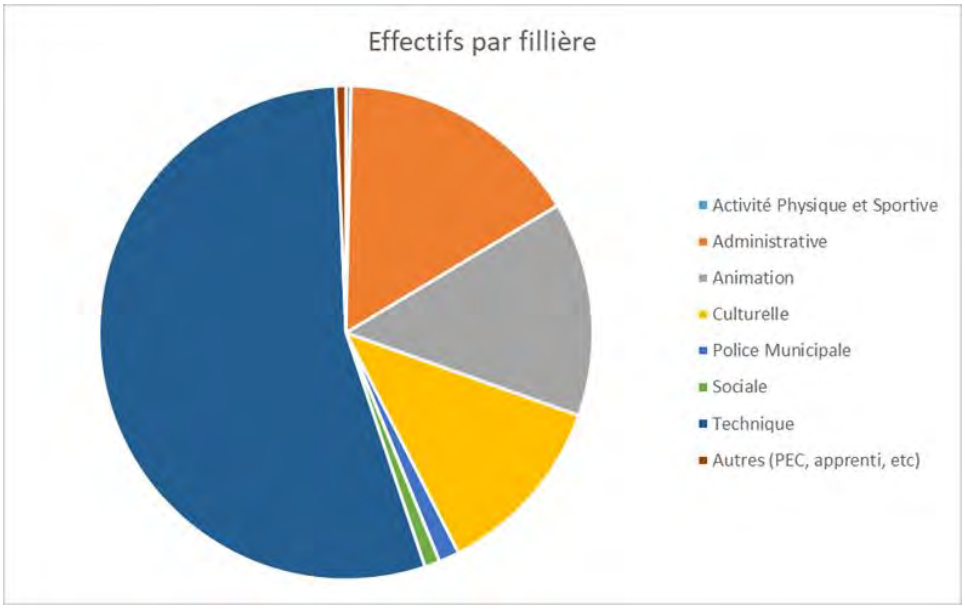


Evolution des effectifs

	2020	2021	2022	2023
Nombre d'agents	274	287	293	299

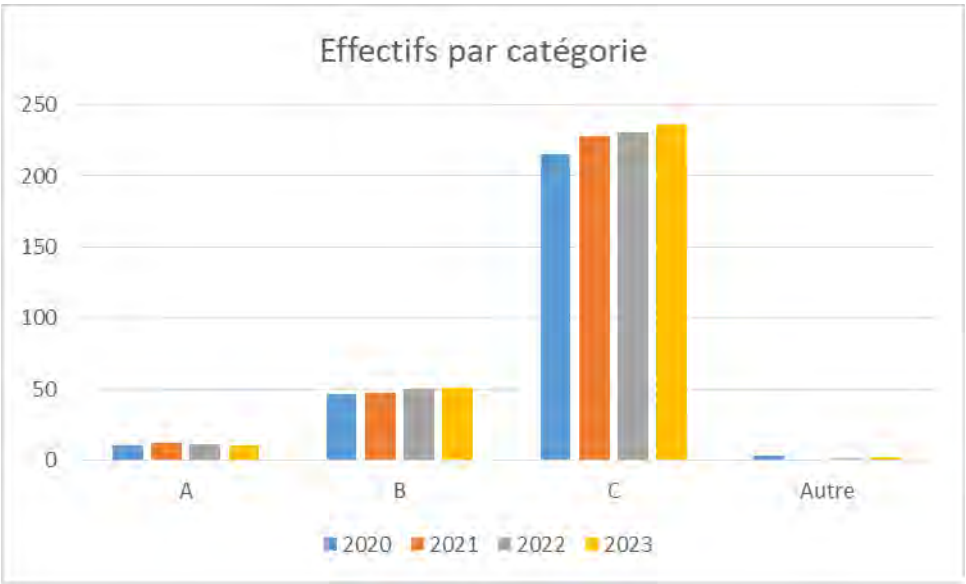
Effectifs par filière

Filière	Agents
Activité Physique et Sportive	1
Administrative	48
Animation	42
Culturelle	36
Police Municipale	4
Sanitaire et Sociale	3
Technique	163
Autres (apprenti, PEC, etc.)	2



Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 072-217201540-20250303-DGS250303D001-DE

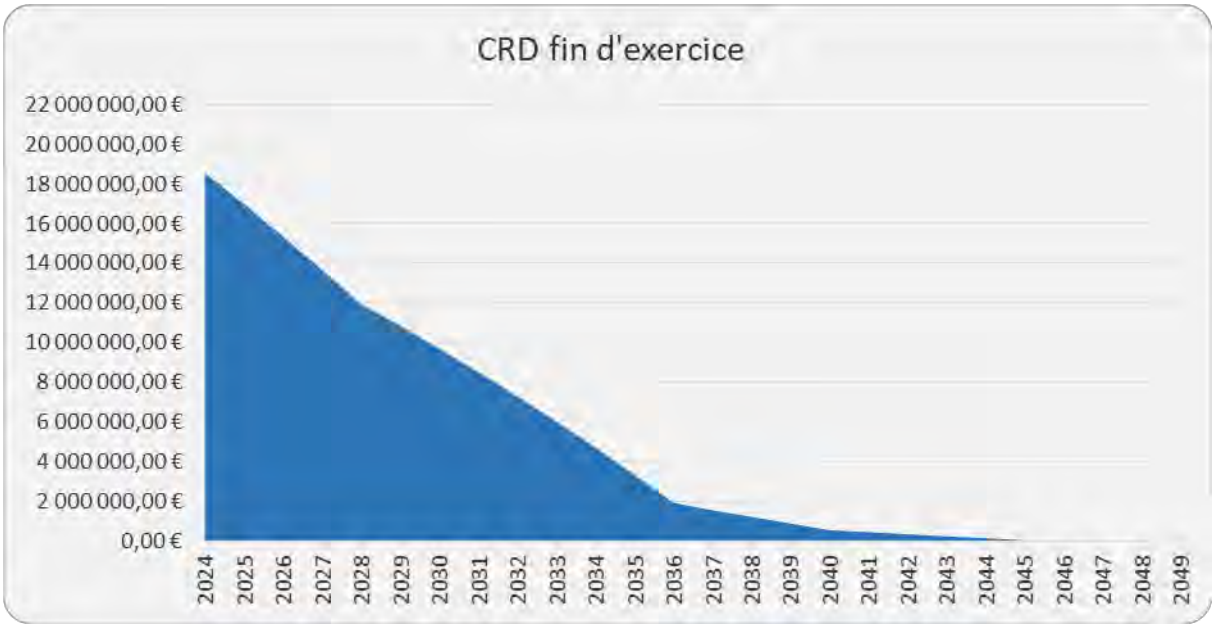
Effectifs par catégorie



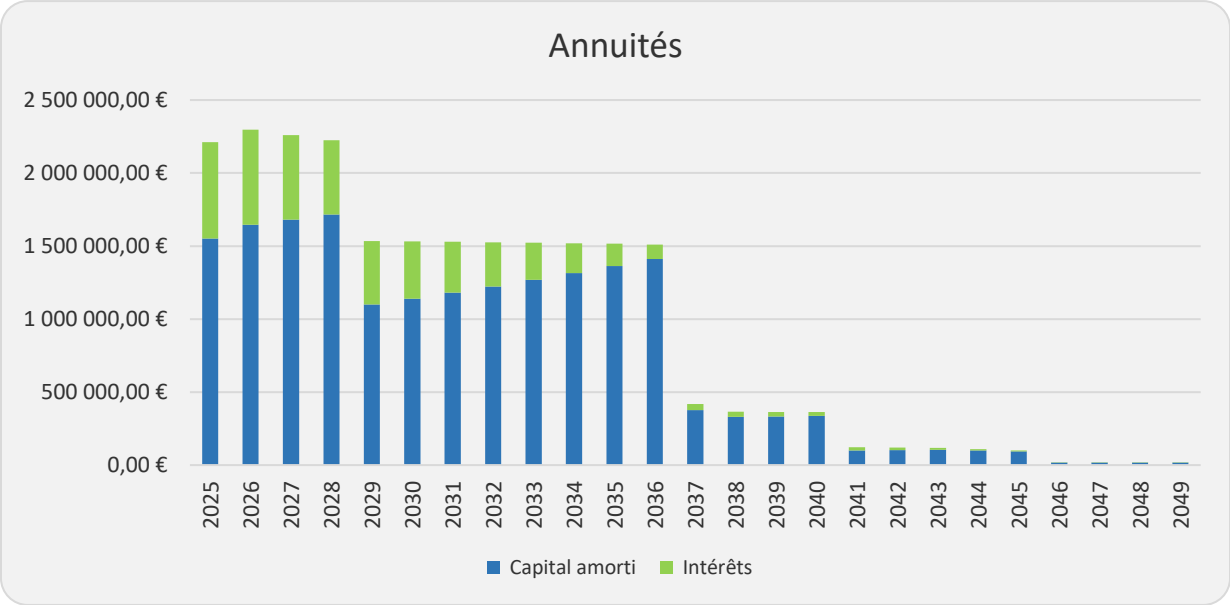
❖ LA DETTE DU BUDGET PRINCIPAL

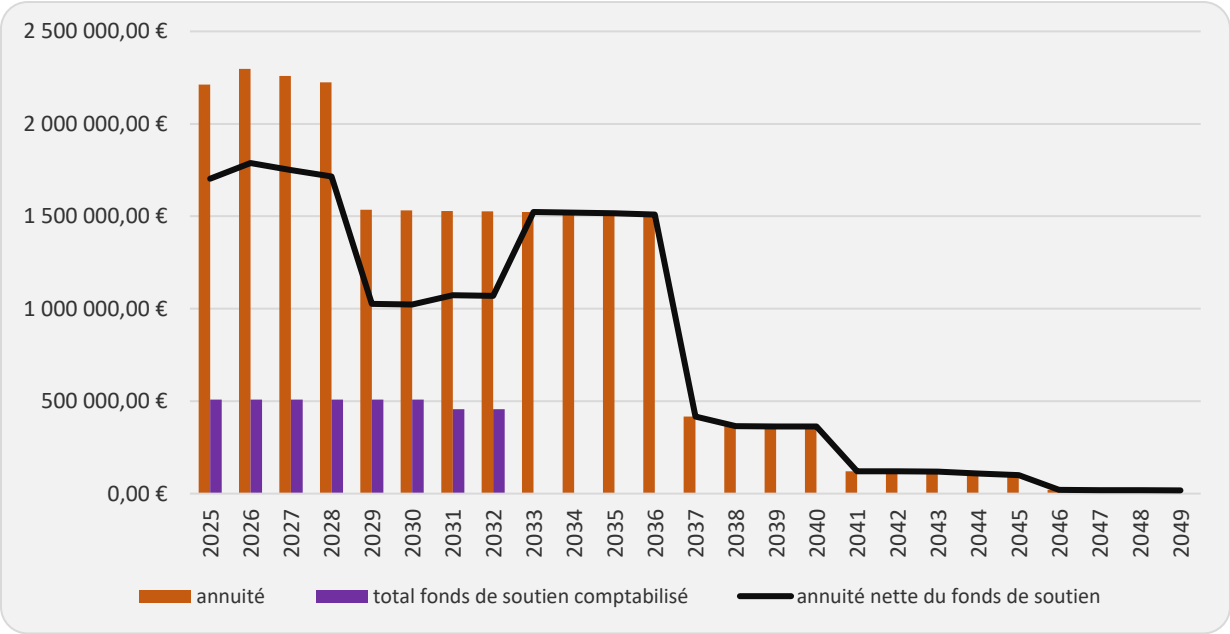
Les deux graphiques ci-après intègrent la dette existante au 31/12/2024.

évolution du stock de dette depuis le début du mandat	2020	2021	2022	2023	2024	évolution 2023/2020
stock de dette au 31/12/N en k€ signée et titrée (hors rar)	21 381	20 005	19 347	17 886	17 393	-3 988
RAR au 31/12	0	0	0	962	1150	
stock cumulé au 31/12 titrée et rar signée	21 381	20 005	19 347	18 848	18 543	-2 838



Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 072-217201540-20250303-DGS250303D001-DE





Prêteurs	CRD au 01/01/2025	% du CRD
sfil ex dexia	12 065 856,19 €	65,08%
groupe crédit agricole	1 821 160,32 €	9,81%
la banque postale via sfil	3 869 963,76 €	20,87%
CDC	785 830,00 €	4,24%
Ensemble des prêteurs	**18 542 810,27 €**	**100.00%**

100% de la dette est à taux fixe et ou indexée sur le livret A

Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 072-217201540-20250303-DGS250303D001-DE

❖ ELEMENTS RETROSPECTIFS

Nombre de Communes traité(e)s pour le Département : 2 soit 100% de la catégorie démographique du département
Nombre de Communes traité(e)s pour la Région: 31 soit 100% de la catégorie démographique de la région
Nombre de Communes traitées pour la France Entière: 544 soit 100% de la catégorie démographique de la France entière

	montant en €	Montant en € par habitant pour la catégorie démographique			
		Commune	Département	Région	National
FONCTIONNEMENT					
Total des produits de fonctionnement = A	22 465 750	1 390	1 391	1 369	1 476
Produits de fonctionnement CAF	22 221 425	1 375	1 377	1 340	1 433
dont : Impôts locaux	8 784 559	543	442	643	646
Fiscalité reversée par les GFP	1 959 838	121	315	140	204
Autres impots et taxes	1 148 117	71	56	106	126
Dotation globale de fonctionnement	4 257 968	263	179	203	180
Autres dotations et participations	914 654	57	118	84	127
dont : FCTVA	36 664	2	2	3	2
Produits des services et du domaine	3 527 415	218	188	110	101
Total des charges de fonctionnement = B	22 260 518	1 377	1 308	1 173	1 335
Charges de fonctionnement CAF	20 816 573	1 288	1 213	1 053	1 225
dont : Charges de personnel (montant net)	12 171 345	753	635	590	720
Achat et charges externes (montants nets)	5 237 399	324	354	292	317
Charges financières	727 032	45	47	19	21
Subventions versées	1 486 421	92	115	84	96
Contingents	12 262	1	8	28	34
Résultat comptable = A - B = R	205 231	13	83	196	141
Capacité d'autofinancement brute = CAF	1 404 853	87	164	287	208

	montant en €	Montant en € par habitant pour la catégorie démographique			
		Commune	Département	Région	National
INVESTISSEMENT					
Total des ressources d'investissement budgétaires=C	3 438 285	213	205	516	504
dont : Excédents de fonctionnement capitalisés	585 188	36	25	161	129
Dettes bancaires et assimilées (hors ICNE) (1)	218 000	13	8	97	81
Autres dettes à moyen / long terme	3 450	0	0	0	1
Subventions reçues	566 921	35	32	53	86
FCTVA	368 238	23	25	47	42
Autres fonds globalisés d'investissement	243 221	15	10	16	17
dont : Taxe d'aménagement	243 221	15	10	16	15
Amortissements	779 354	48	67	93	71
Provisions	0	0	0	0	0
Total des emplois d'investissement budgétaires=D	3 335 378	206	286	545	521
dont : Dépenses d'équipement	1 813 978	112	153	420	394
Remboursement de dettes bancaires et assimilées (1)	1 461 134	90	117	94	84
Remboursements des autres dettes à moyen / long terme	2 015	0	0	0	1
Reprise sur amortissements et provisions	0	0	0	0	0
Charges à répartir	0	0	0	0	1
Immobilisations affectées	0	0	0	0	0
Besoin de financement résiduel = D - C	-102 906	-6	81	29	17
+ Solde des opérations pour compte de tiers	0	0	0	-1	0
Besoin de financement de la section d'investissement	-102 906	-6	81	29	17
Résultat d'ensemble	308 138	19	2	167	124

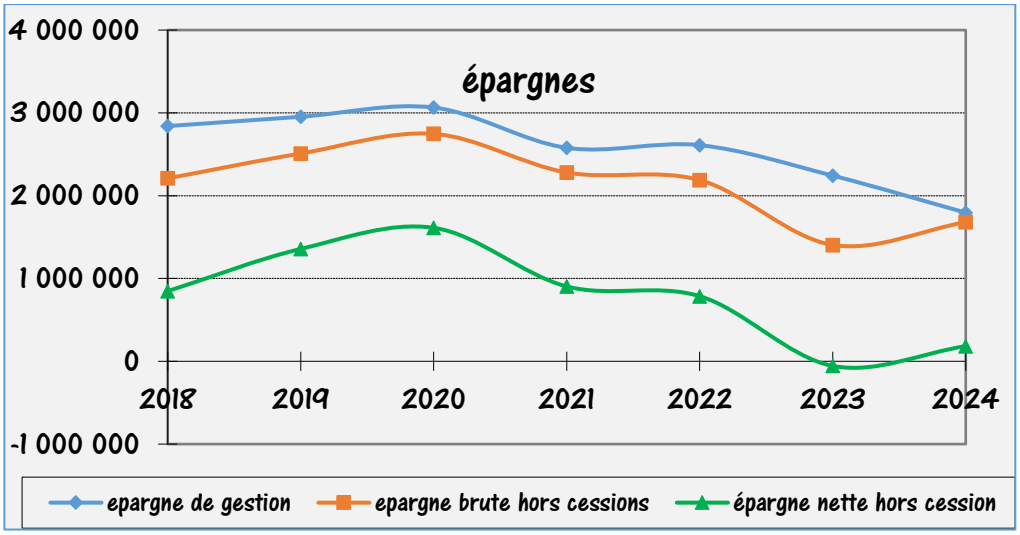
	montant en €	Montant en € par habitant pour la catégorie démographique			
		Commune	Département	Région	National
DETTE					
Encours total de la dette au 31 décembre	18 142 734	1 122	1 271	775	801
dont encours des dettes bancaires et assimilées	18 104 261	1 120	1 269	766	789
Encours des dettes bancaires et assimilées retraité du solde du compte 441.21	14 484 452	896	1 143	751	785
Annuités des dettes bancaires et assimilées (1)	2 188 166	135	162	112	103
Avances du Trésor (solde au 31/12)	0	0	0	0	0
FONDS DE ROULEMENT en fin d'exercice	2 827 632	175	210	395	348

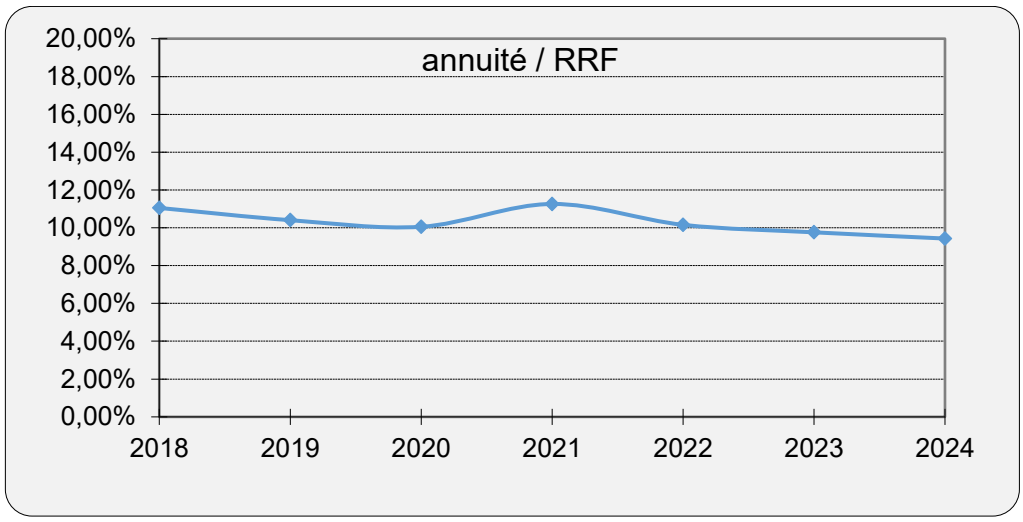
Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 072-217201540-20250303-DGS250303D001-DE

	montant en €	Commune	Département	Région	National
COMPOSANTES DE L'AUTOFINANCEMENT					
Excédent Brut de Fonctionnement = EBF	2 242 027	139	207	304	224
Résultat comptable = A - B = R	205 231	13	83	196	141
Produits de fonctionnement CAF	22 221 425	1 375	1 377	1 340	1 433
Charges de fonctionnement CAF	20 816 573	1 288	1 213	1 053	1 225
Capacité d'autofinancement brute = CAF	1 404 853	87	164	287	208
Produits de cessions d'immobilisations	195 395	12	11	18	32
CAF nette de remboursements de dettes bancaires et assimilées (1)	-56 281	-3	46	193	124
CAF nette de remboursements réels de dettes bancaires et assimilées (2)	-56 281	-3	46	193	125

	Catégorie démographique			
	Commune	Département	Région	National
POURCENTAGE DANS LES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT CAF				
Impôts locaux	39,53 %	32,12 %	48,01 %	45,04 %
Dotations et participations reçues	23,28 %	21,59 %	21,42 %	21,39 %
dont Dotation Globale de Fonctionnement	19,16 %	12,98 %	15,19 %	12,54 %
POURCENTAGE DANS LES CHARGES DE FONCTIONNEMENT CAF				
dont: Achats et charges externes (montant net)	25,16 %	29,14 %	27,75 %	25,89 %
Charges de personnel (montant net)	58,47 %	52,32 %	56,01 %	58,80 %
Charges financières	3,49 %	3,84 %	1,77 %	1,73 %
Contingents	0,06 %	0,67 %	2,61 %	2,78 %
Subventions versées	7,14 %	9,52 %	7,95 %	7,81 %
POURCENTAGE DANS LES DEPENSES D'EQUIPEMENT				
Autofinancement net (1)	-3,10 %	30,23 %	45,95 %	31,51 %
Dettes bancaires et assimilées (hors ICNE) (1)	12,02 %	4,96 %	23,00 %	20,68 %
Subventions reçues	31,25 %	20,70 %	12,56 %	21,78 %
FCTVA	20,30 %	16,03 %	11,28 %	10,74 %
AUTRES RATIOS				
Encours des dettes bancaires et assimilées au 31 décembre / CAF	12,89	7,76	2,67	3,79
Encours des dettes bancaires et assimilées retraitées du solde du compte 441.21 / CAF	10,31	6,99	2,62	3,77
Annuités des dettes bancaires et assimilées (1) / EBF	97,60 %	78,06 %	36,80 %	46,16 %

Source perception analyse 2023





Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 072-217201540-20250303-DGS250303D001-DE

3eme Partie : LES PERSPECTIVES BUDGETAIRES DU BUDGET PRINCIPAL

❖ PREAMBULE

✓ Par expérience, on remarque que les prévisions ont toujours été un peu plus pessimistes que la réalité constatée à postériori, ce qui permet de dégager un résultat à utiliser en N+1. Il sera d'environ 1 429 k€ en 2025.

✓ Le budget principal supporte les frais de carburant et de personnel des budgets annexes de l'eau, de l'assainissement et du cinéma et des salles, ainsi que certains personnels mis à disposition de la CCPF qui sont refacturés au chapitre 70.

✓ La prospective est réalisée sur la base des hypothèses ci-après en prenant pour base le compte administratif provisoire 2024 (en cours de pointage avec la perception).

❖ RECETTES DE FONCTIONNEMENT

DOB - 2025 budget principal	2024	2025	2026	2027	2028
recettes réelles de fonctionnement	23 054 934,32	22 793 571,87	23 156 884,87	23 530 078,87	23 913 365,87
variation n-1 en valeur		-261 362,45	363 313,00	373 194,00	383 287,00
variation n-1 en pourcentage		-1,13%	1,59%	1,61%	1,63%
atténuation de charges (013)	155 978,39	151 580,00	153 080,00	154 595,00	156 125,00
produits des services et du domaine (70)	3 772 059,33	4 163 700,00	4 246 334,00	4 330 783,00	4 417 090,00
impôts et taxes (73)	12 267 144,28	11 848 603,29	12 050 821,29	12 257 077,29	12 467 451,29
dotations et participations (74)	5 289 130,83	5 350 219,00	5 415 008,00	5 483 573,00	5 556 000,00
autres produits de gestion courante (75)	692 252,98	703 065,58	714 087,58	725 323,58	736 776,58
produits financiers (76)	508 911,67	508 912,00	508 912,00	508 912,00	508 912,00
produits exceptionnels (77)	219 456,84	57 492,00	58 642,00	59 815,00	61 011,00
Reprises sur provisions (78)	150 000,00	10 000,00	10 000,00	10 000,00	10 000,00

Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 072-217201540-20250303-DGS250303D001-DE

RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	2025	2026	2027	2028
Atténuation des charges (013)	-2,82%	0,99%	0,99%	0,99%
dont remboursement sur personnel (6419)	-2,85%	1,00%	1,00%	1,00%
dont autres remboursements sur personnel	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
produits des services et du domaine (70)	10,38% (A)	1,98%	1,99%	1,99%
dont redevance scolaire et périscolaire	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
dont produits cimetières + red. Funéraires	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
dont redevance occupation domaine publique	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
dont redevances culturellles	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
dont redevances loisirs	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
autres prestations de services	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
loc diverses autres que immeubles	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
remboursement de personnel par les budgets annexes	2,50%	2,50%	2,50%	2,50%
remb personnel par ccpf	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
remb personnel par autres redevables	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
remb frais par budgets annexes	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
remb frais par ccas	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
remb frais par ccpf	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
remb frais par autres redevables	668,74% (A)	2,00%	2,00%	2,00%
dont autres produits des services …	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
impôts et taxes (73)	-3,41%	1,71%	1,71%	1,71%
dont contributions directes	2,50%	2,00%	2,00%	2,00%
dont attribution de compensation	-32,24% (B)	0,00%	0,00%	0,00%
dont fpic	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
dont taxe sur electricité	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
dont taxe emplacement publicitaire	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
dont taxe droit de mutation	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
dont autres impôts et taxes	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%
dotations et participations (74)	1,15%	1,21%	1,27%	1,32%
dont dgf	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
dont dsr	5,00%	5,00%	5,00%	5,00%
dont dsu	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%
dont dnp	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%
dont compensation	-5,00%	-5,00%	-5,00%	-5,00%
dont autres dotation	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
dont subv état	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
dont autres dotations et participations	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%
autres produits de gestion courante (75)	1,56%	1,57%	1,57%	1,58%
dont revenu des immeubles location	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
dont revenu des immeubles crédits baux	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
dont autres produits de gestion courante	1,50%	1,50%	1,50%	1,50%
produits financiers (76)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
produits exceptionnels (77)	-73,80%	2,00%	2,00%	2,00%
dont cessions	-100% (C)	0,00%	0,00%	0,00%
dont autres produits exceptionnels	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
autres produits exceptionnnels	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
reprises sur provisions (78)	-93,33% (D)	0,00%	0,00%	0,00%
recettes réelles de fonctionnement	-1,13%	1,59%	1,61%	1,63%

A = +317k€ refacturation personnel mad au carroi, B = -661 k€ culture (594 lecture et 67 musique) ;C = les ouvertures de crédits sont prévues en recettes d'investissement et les exécution en recettes de fonctionnement ; D =150 k€ en 2024 (régularisation déchéance quadriennale) et 15 k€ en 2025

Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 072-217201540-20250303-DGS250303D001-DE

❖ DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

DOB - 2025 budget principal	2024	2025	2026	2027	2028
dépenses réelles de fonctionnement	21 211 705,28	21 618 646,19	22 065 959,00	22 398 803,00	22 739 370,00
variation n-1 en valeur		406 940,91	447 312,81	332 844,00	340 567,00
variation n-1 en pourcentage		1,92%	2,07%	1,51%	1,52%
dépenses de gestion courante (011)	5 441 620,50	5 598 702,00	5 654 689,00	5 711 236,00	5 768 348,00
dépenses de personnel (012)	12 524 065,19	12 396 065,19	12 774 006,00	13 097 616,00	13 426 080,00
atténuation de produits (014)	9 051,00	9 051,00	9 051,00	9 051,00	9 051,00
autres charges de gestion courante (65)	2 556 900,96	2 920 828,00	2 944 813,00	2 969 092,00	2 993 667,00
charges financières (66)	677 180,90	664 000,00	653 000,00	581 000,00	511 000,00
charges exceptionnelles (67)	2 886,73	20 000,00	20 400,00	20 808,00	21 224,00
dotations aux provisions (68)	0,00	10 000,00	10 000,00	10 000,00	10 000,00

DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	2025	2026	2027	2028
dépenses de gestion courante (011) - tvx en regie (722)	2,89% (A)	1,00%	1,00%	1,00%
dépenses de personnel (012)- tvx regie à compter 2018	-1,02% (B)	3,05% (K)	2,53% (L)	2,51% (L)
atténuation de produits (014)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
autres charges de gestion courante (65)	14,23%	0,82%	0,82%	0,83%
dont pertes sur créances irrécouvrables (654)	-80,98% ©	0,00%	0,00%	0,00%
dont subvention caisse des écoles	-20% (D)	0,00%	0,00%	0,00%
dont subvention CCAS	0,00%	1,80%	1,80%	1,80%
dont subvention asso écoles privées (6574 fonctionnement)	1,50%	1,50%	1,50%	1,50%
dont subvention autres associations… (6574 fonctionnement)	53,49% (E)	0,50%	0,50%	0,50%
dont subvention budget annexe kid (67441)	237,78% (F)	0,50%	0,50%	0,50%
dont subvention budget annexe salles (67441)	2,86% (G)	0,50%	0,50%	0,50%
dont autres charges de gestion courante	0,50%	0,50%	0,50%	0,50%
charges financières (66)	-1,95%	-1,66%	-11,03%	-12,05%
dont 66111 intérêts emprunts	-7,74%	-1,66%	-11,06%	-12,09%
dont 66112 icnés	-80,18%	0,00%	0,00%	0,00%
dont 6615 intérêts ligne de trésorerie	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
dont autres charges financières	(H)	0,00%	0,00%	0,00%
charges exceptionnelles (67)	592,83%	2,00%	2,00%	2,00%
dont autres charges exceptionnelles (678)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
dont autres charges exceptionnelles	592,83% (I)	2,00%	2,00%	2,00%
dotations aux provisions (68)	(J)	0,00%	0,00%	0,00%
dotation aux provisions dépréciation actif circulant	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
dépenses réelles de fonctionnement	1,92%	2,07%	1,51%	1,52%

A = +5% - 115k€ bibliothèque ; B = -495k€ bibliothèque - 70 ecole de musique + 60 divers postes en année pleine + 155k€ gvt base +1,5% +40 k€ participation employeur maitien de salaire + 50k€ divers MAD et + 132k€ pour 4 points retraite employeur CNRACL ; C = 79 à 15k€ ; D = -20k€ fin facturation prestation ecole de musique suite passage interco ; E =317k€ valorisation mad personnel au carroi, F = 152k€ des subv base 83 000 entrées ; G = +20 k€ soit total prevision de 720k€ ; H = 10k€ ; I = 20k€ ; J = 10k€ ; K + 132k€ pour 4 points retraite employeur CNRACL et 60k€ participation employeur complémentaire santé ; L + 132k€ pour 4 points retraite employeur CNRACL

Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 072-217201540-20250303-DGS250303D001-DE

❖ RECETTES D'INVESTISSEMENT

✓ Il est envisagé de recourir à l'emprunt, notamment pour financer des projets éligibles aux aides des différents partenaires (en particulier, l'Etat, la Région et le Département).
Cette recherche systématique de financements sera poursuivie et les projets seront également priorisés afin de bénéficier au maximum de l'effet levier de ces aides. A ce titre, seront notamment sollicités la DETR, le DSIL, le Fonds Vert, le FNADT, les Appels A Projet (AAP), le Contrat Régional, les subventions départementales ainsi que les fonds européens
Le recours à l'emprunt sera mesuré de sorte que le capital restant dû au 31/12/2026 n'excède pas celui constaté fin 2020.

✓ Des cessions pourraient être envisagées en fonction des opportunités qui pourraient se présenter.

❖ DEPENSES D'INVESTISSEMENT

✓ Il est essentiel de maintenir un niveau d'investissement garantissant le renouvellement des équipements indispensables à la mise en œuvre d'un service public de qualité et l'attractivité de notre territoire.

✓ Notre collectivité est engagée depuis 2018 dans l'opération «Action Cœur de Ville » reconduite en phase 2 par l'Etat. Elle pourra à ce titre bénéficier de subventions complémentaires (pouvant aller à hauteur de 80% des investissements) pour accélérer les projets prioritaires de cette opération.

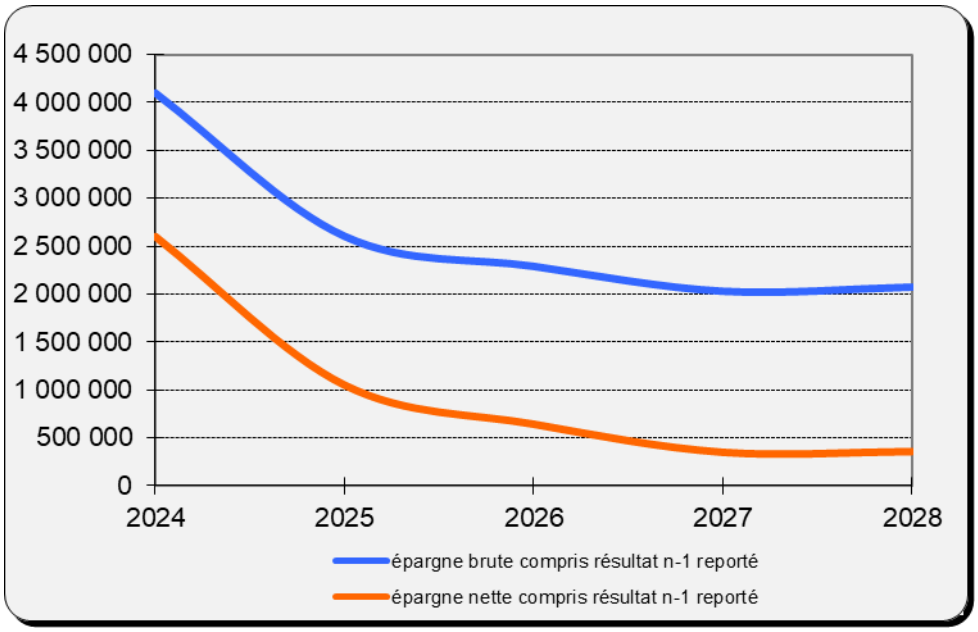
✓ La communauté de communes va également continuer à réaliser des investissements sur notre territoire, notamment dans le domaine de la voirie.

✓ La commune programmera également des travaux et acquisitions en 2025. Une enveloppe sera de nouveau consacrée au renouvellement et à l'entretien de nos matériels, de notre patrimoine bâti et naturel. Des crédits dédiés seront également alloués à divers programmes. D'ores et déjà se dégagent les éléments suivants : requalification de port Luneau, école du quartier de Verron, fin des travaux d'économies d'énergies dans 3 écoles, 1ère phase de la restauration de l'orgue de l'église Saint Thomas…
Ce sont donc plusieurs millions d'euros d'investissement qui peuvent être injectés dans l'économie locale pour le développement de notre territoire et le bien-être de nos concitoyens.

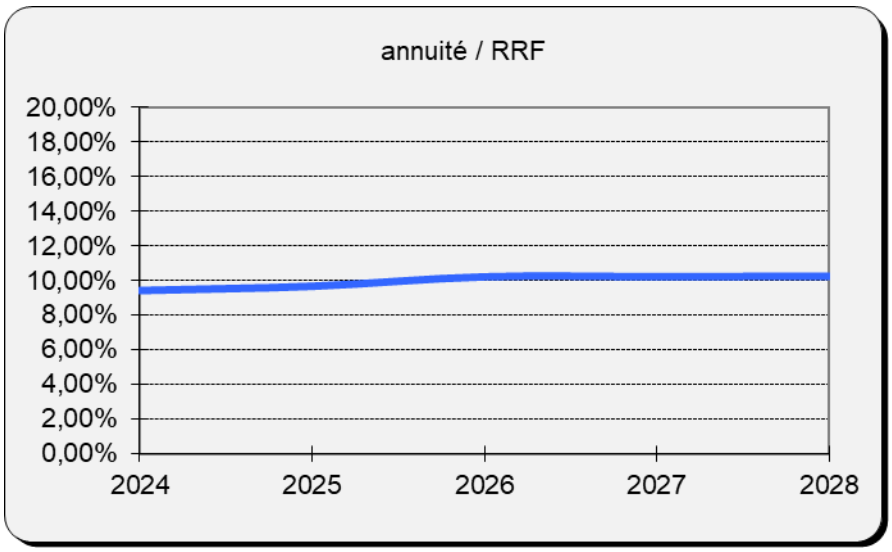
Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 072-217201540-20250303-DGS250303D001-DE

❖ LES DIFFERENTES EPARGNES (de gestion, brute et nette)

DOB - 2025 budget principal	2024	2025	2026	2027	2028
recettes de gestion (RRF hors 76 et 77)	22 326 565,81	22 227 167,87	22 589 330,87	22 961 351,87	23 343 442,87
dépenses de gestion (DRF hors 66 et 67)	20 531 637,65	20 934 646,19	21 392 559,00	21 796 995,00	22 207 146,00
épargne de gestion	1 794 928,16	1 292 521,68	1 196 771,87	1 164 356,87	1 136 296,87
intérêts de la dette	677 180,90	654 000,00	643 000,00	571 000,00	501 000,00
résultat financier hors intérêts	508 911,67	498 912,00	498 912,00	498 912,00	498 912,00
résultat exceptionnel hors cessions	53 478,11	37 492,00	38 242,00	39 007,00	39 787,00
résultat N-1 repris au budget primitif	2 418 317,88	1 429 339,33	1 200 000,00	900 000,00	900 000,00
épargne brute compris résultat n-1 reporté	4 098 454,92	2 604 265,01	2 290 925,87	2 031 275,87	2 073 995,87
amortissement du capital (compte 16)	1 497 280,71	1 552 000,00	1 647 000,00	1 681 000,00	1 716 000,00
épargne nette compris résultat n-1 reporté	2 601 174,21	1 052 265,01	643 925,87	350 275,87	357 995,87



❖ LE POIDS DE LA DETTE



Considérant le profil d'amortissement et les hypothèses ci-avant énoncés.

Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 072-217201540-20250303-DGS250303D001-DE

4ème Partie : LES PERSPECTIVES BUDGETAIRES DU BUDGET DE L'EAU

❖ PREAMBULE

✓ Conformément à la loi NOTRe et à son évolution, la compétence devrait être transférée à la structure intercommunale au plus tard en 2026, sauf modification attendue de la règlementation.

✓ Le service d'eau est un SPIC (Service Public Industriel et Commercial). Il doit donc s'équilibrer avec ses propres ressources. Les dépenses et les recettes sont budgétisées sur la base du HT.

✓ Le budget de l'eau encaisse 2 types de produits pour le compte de tiers (budget assainissement et agence de l'eau). La redevance d'assainissement est intégralement reversée au budget d'assainissement. Il en est de même pour les deux taxes qui sont reversées à l'agence de l'eau. Ces produits sont donc aussi des dépenses. Le budget de l'assainissement est donc « gonflé » artificiellement en dépenses et recettes de fonctionnement.

✓ Les produits financiers correspondent à la part du fonds de soutien perçu au titre de la sortie des emprunts structurés.

❖ ELEMENTS RETROSPECTIFS

EAU	2021		2022		2023		2024
recettes de gestion (RRF hors 76, 77)	3 158 216	5,07%	3 318 322	-4,11%	3 181 858	16,13%	3 695 113
dépenses de gestion (DRF hors 66, 67)	2 402 066	7,18%	2 574 421	0,93%	2 598 399	20,96%	3 143 014
epargne de gestion	756 150	-1,62%	743 901	-21,57%	583 459	-5,37%	552 099
intérêts de la dette (emprunts)	68 820	-7,76%	63 483	-6,46%	59 380	-2,41%	57 949
resultat financier hors intérêts	55 516	0,11%	55 577	-2,45%	54 218	2,98%	55 836
resultat exceptionnel hors cessions	10 632	372,99%	50 288	-77,26%	11 436	1281,30%	157 960
epargne brute hors cessions	753 477	4,35%	786 283	-25,00%	589 732	20,05%	707 945
amortissement du capital (compte 16)	106 129	1,71%	107 941	1,37%	109 421	8,39%	118 600
épargne nette hors cession et res n-1	647 348	4,79%	678 341	-29,19%	480 312	22,70%	589 345

Les données 2024 correspondent au compte administratif en attente de pointage final avec la perception

❖ PROSPECTIVE 2025-2028

✓ Les affectations du personnel entre les budgets eau et assainissement ont été revisitées pour être mises en conformité avec la réalité en 2021.

La variation de la masse salariale a entraîné une modification des prix de l'eau et de l'assainissement pour garantir les équilibres budgétaires tout en impactant le moins possible l'usager en 2021.

Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 072-217201540-20250303-DGS250303D001-DE

✓ La prospective est réalisée sur la base des hypothèses ci-après en prenant pour base le compte administratif 2024 (en cours de pointage avec la perception). Elle intègre également le résultat provisoire 2024 reporté en 2025 pour 1 799 k€.

✓ Il n'est pas prévu de nouveaux emprunts dans la prospective pour financer le programme d'investissement qui est en cours de déclinaison.

RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	2025	2026	2027	2028
produits des services et du domaine (70)	0,69%	0,17%	0,17%	0,18%
dont vente eau (70111...)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
dont redevance pollution (701241)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
dont travaux (704)	-51,28% A	2,00%	2,00%	2,00%
dont redevance asst (70611)	5,00%	0,00%	0,00%	0,00%
dont location de compteurs (7064)	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
dont redevance modernisation (706121)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
dont autres produits des services …	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
autres produits de gestion courante (75)	-47,71% B	2,00%	2,00%	2,00%
produits financiers (76)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
produits exceptionnels (77)	-69,71% C	2,00%	2,00%	2,00%
reprises sur provisions (78)	-100% C	0,00%	0,00%	0,00%
recettes réelles de fonctionnement	-6,78%	0,20%	0,20%	0,21%
A = 50k€ moyenne ; B = 10k€ moyenne ; C = anv déchéance quadriennale en 2024				

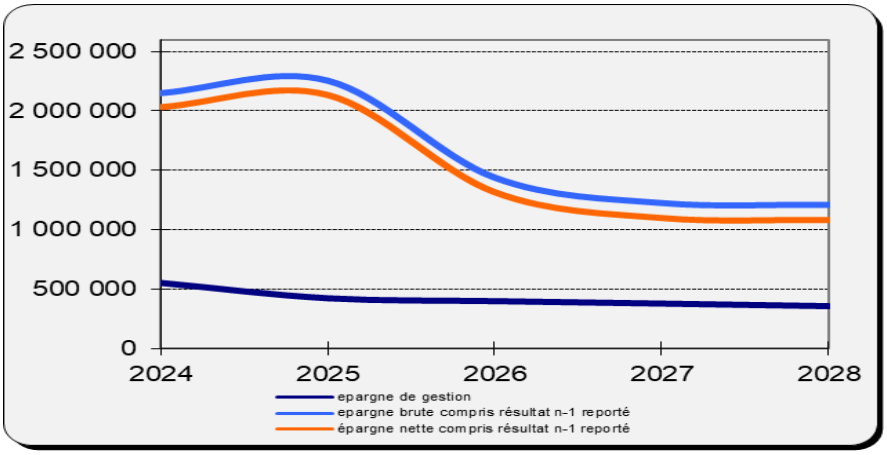
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	2025	2026	2027	2028
dépenses de gestion courante (011) - travaux en régie	10% A	2,00%	2,00%	2,00%
dépenses de personnel (012) - travaux en régie (depuis 2019)	6% B	3,5% B	2,50%	2,50%
atténuations de produits (014)	7,20%	0,00%	0,00%	0,00%
dont reversement au budget asst de la redevance assainissement	5,00%	0,00%	0,00%	0,00%
dont autres attenuations de produits (revers agence de l'eau)	19,28% C	0,00%	0,00%	0,00%
autres charges de gestion courante (65)	-83,58% D	2,00%	2,00%	2,00%
charges financières (66)	-9,21%	-12,30%	-14,02%	-16,31%
charges exceptionnelles (67)	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
dotations aux provisions (68)	E	0,00%	0,00%	0,00%
dépenses imprévues	F	0,00%	0,00%	0,00%
dépenses réelles de fonctionnement	-0,46%	0,78%	0,67%	0,69%
A = +10% dont remb étude transfert eau ; B = 2025 : baisse vacances de poste + participation maintien de salaire + gvt + 4 pts cnracl ; 2026 : gvt + participation complémentaire santé ; C = régul reversement redevances agence de l'eau ; D = pour mémoire anv déchéance quadrienale en 2024 ; E = 30 k€ soit environ 2% des recettes ; F = 50 k€				

EAU - DOB 2025	2024	2025	2026	2027	2028
recettes réelles de fonctionnement	3 928 346,11	3 661 961,35	3 669 291,79	3 676 768,79	3 684 394,79
variation n-1 en valeur		-266 384,76	7 330,44	7 477,00	7 626,00
variation n-1 en pourcentage		-6,78%	0,20%	0,20%	0,21%
atténuation de charges (013)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
produits des services et du domaine (70)	3 520 987,66	3 545 331,56	3 551 362,00	3 557 513,00	3 563 787,00
impôts et taxes (73)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
dotations et participations (74)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
autres produits de gestion courante (75)	19 125,27	10 000,00	10 200,00	10 404,00	10 612,00
produits financiers (76)	51 629,79	51 629,79	51 629,79	51 629,79	51 629,79
produits exceptionnels (77)	181 603,39	55 000,00	56 100,00	57 222,00	58 366,00
Reprises sur provisions (78)	155 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

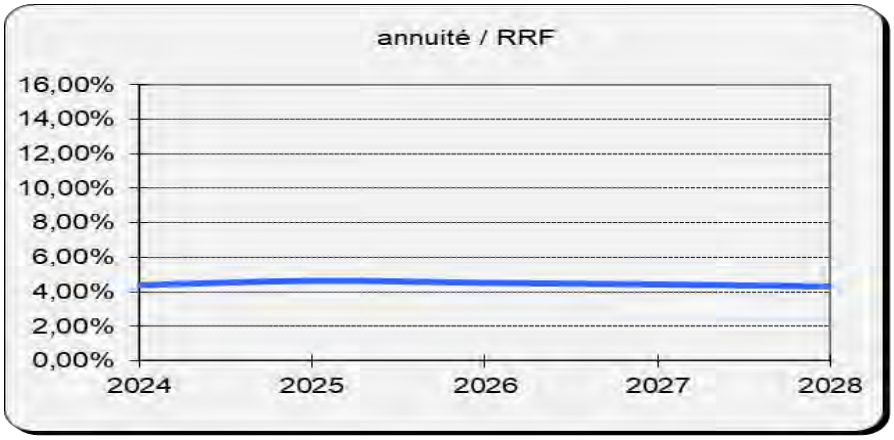
Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 072-217201540-20250303-DGS250303D001-DE

dépenses réelles de fonctionnement	3 220 400,96	3 205 499,78	3 230 501,22	3 252 210,22	3 274 524,22
variation n-1 en valeur		-14 901,18	25 001,44	21 709,00	22 314,00
variation n-1 en pourcentage		-0,46%	0,78%	0,67%	0,69%
dépenses de gestion courante (011)	699 065,84	768 972,00	784 351,00	800 038,00	816 039,00
dépenses de personnel (012)	375 745,70	398 290,00	412 230,00	422 536,00	433 099,00
atténuation de produits (014)	1 702 795,29	1 825 327,56	1 825 328,00	1 825 328,00	1 825 328,00
autres charges de gestion courante (65)	365 407,46	60 000,00	61 200,00	62 424,00	63 672,00
charges financières (66)	53 743,47	48 794,22	42 794,22	36 794,22	30 794,22
charges exceptionnelles (67)	23 643,20	24 116,00	24 598,00	25 090,00	25 592,00
dotations aux provisions (68)	0,00	30 000,00	30 000,00	30 000,00	30 000,00
dépenses imprévues	0,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00
recettes de gestion (RRF hors 76 et 77)	3 695 112,93	3 555 331,56	3 561 562,00	3 567 917,00	3 574 399,00
dépenses de gestion (DRF hors 66 et 67)	3 143 014,29	3 132 589,56	3 163 109,00	3 190 326,00	3 218 138,00
epargne de gestion	552 098,64	422 742,00	398 453,00	377 591,00	356 261,00
intérêts de la dette	57 949,25	53 000,00	47 000,00	41 000,00	35 000,00
resultat financier hors intérêts	55 835,57	55 835,57	55 835,57	55 835,57	55 835,57
resultat exceptionnel hors cessions	157 960,19	30 884,00	31 502,00	32 132,00	32 774,00
résultat n-1 repris au budget primitif	1 442 603,03	1 798 626,66	1 000 000,00	800 000,00	800 000,00
epargne brute compris résultat n-1 reporté	2 150 548,18	2 255 088,23	1 438 790,57	1 224 558,57	1 209 870,57
amortissement du capital (compte 16)	118 599,86	121 000,00	123 000,00	126 000,00	128 000,00
épargne nette compris résultat n-1 reporté	2 031 948,32	2 134 088,23	1 315 790,57	1 098 558,57	1 081 870,57

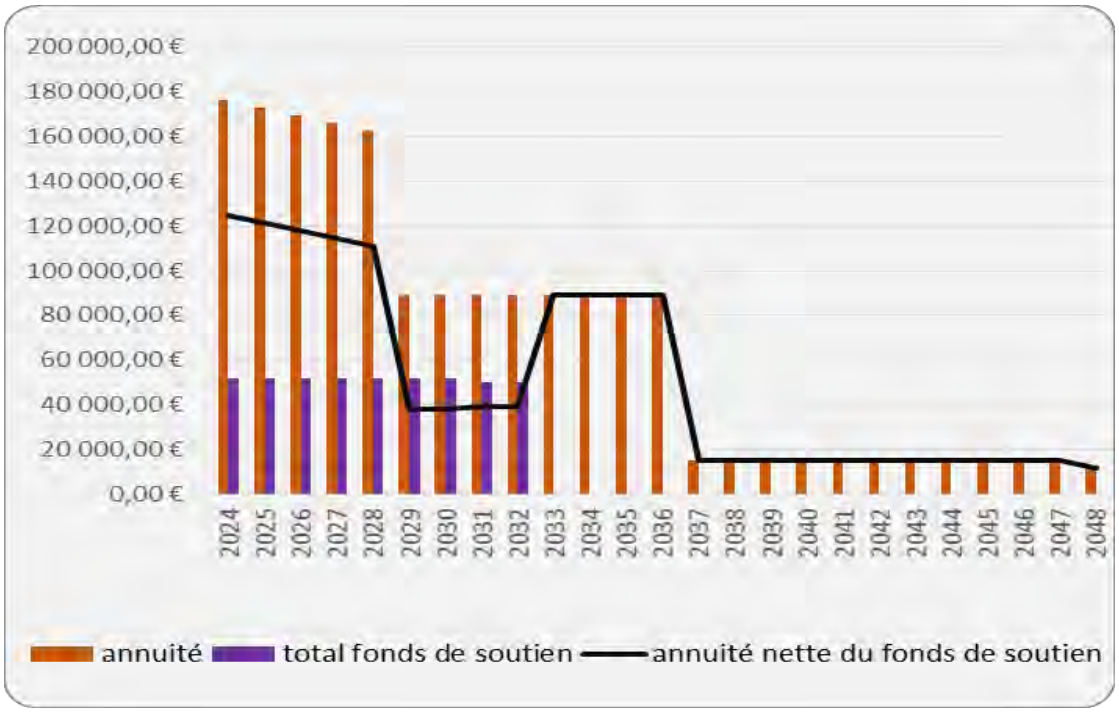
LES DIFFERENTES EPARGNES (de gestion, brute et nette)

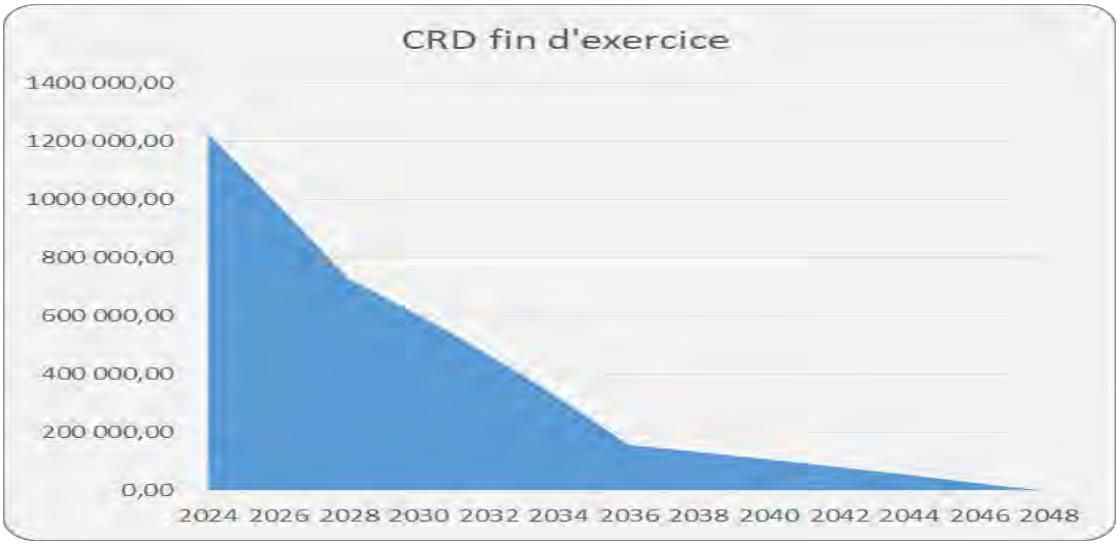


LA DETTE



Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 072-217201540-20250303-DGS250303D001-DE





Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 072-217201540-20250303-DGS250303D001-DE

5ème Partie : LES PERSPECTIVES BUDGETAIRES DU BUDGET DE L'ASSAINISSEMENT

❖ PREAMBULE

✓ Conformément à la loi NOTRe et son évolution, la compétence devra être transférée à la structure intercommunale au plus tard en 2026, sauf modification attendue de la règlementation.

✓ Le service assainissement est un SPIC (Service Public Industriel et Commercial). Il doit donc s'équilibrer avec ses propres ressources. Les dépenses et les recettes sont budgétisées sur la base du HT.

✓ Les produits financiers correspondent à la part du fonds de soutien perçu au titre de la sortie des emprunts structurés.

❖ ELEMENTS RETROSPECTIFS

ASSAINISSEMENT	2021		2022		2023		2024
recettes de gestion (RRF compris 78 hors 76, 77)	1 373 354,86	8,22%	1 486 250,32	-4,32%	1 422 054,77	27,95%	1 819 549,20
dépenses de gestion (DRF hors 66 et 67)	826 376,61	-0,70%	820 630,71	26,68%	1 039 559,14	21,22%	1 260 104,76
epargne de gestion	546 978,25	21,69%	665 619,61	-42,54%	382 495,63	46,26%	559 444,44
intérêts de la dette (emprunts)	63 551,70	-6,73%	59 275,15	-5,16%	56 215,97	-0,86%	55 733,91
resultat financier hors intérêts	34 198,89	0,19%	34 263,99	-3,89%	32 930,61	8,62%	35 770,09
resultat exceptionnel hors cessions	1 437,79	-489,41%	-5 598,96	386,51%	-27 239,56	307,10%	-110 891,68
epargne brute hors cessions	519 063,23	22,34%	635 009,49	-47,72%	331 970,71	29,10%	428 588,94
amortissement du capital (compte 16)	88 486,85	2,58%	90 774,11	3,54%	93 988,49	10,37%	103 731,42
épargne nette hors cession	430 576,38	26,40%	544 235,38	-56,27%	237 982,22	36,50%	324 857,52

Les données 2024 correspondent au compte administratif en attente de pointage final avec la perception

❖ PROSPECTIVE 2025-2028

✓ Les affectations du personnel entre les budgets eau et assainissement ont été revisitées pour être mises en conformité avec la réalité.

✓ La prospective est réalisée sur la base des hypothèses ci-après en prenant pour base le compte administratif 2024 (en cours de pointage avec la perception). Elle intègre également le résultat provisoire 2024 reporté en 2025 pour 1 501 k€.

✓ Il n'est pas prévu de nouveaux emprunts dans la prospective pour financer le programme d'investissement qui est en cours de déclinaison.

Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 072-217201540-20250303-DGS250303D001-DE

RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	2025	2026	2027	2028
produits des services et du domaine (70)	0,11%	2,00%	2,00%	2,00%
dont vente de produits résiduels (703)	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
dont travaux (704)	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
dont redevace assainissement (70611)	0,00%	2,00%	2,00%	2,00%
dont autres produits des services …	0,00%	2,00%	2,00%	2,00%
autres produits de gestion courante (75)	2,00%	2,00%	2,00%	2,01%
produits financiers (76)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
produits exceptionnels (77)	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
reprise de provisions (78)	-100% A	0,00%	0,00%	0,00%
recettes réelles de fonctionnement	-10,04%	1,96%	1,96%	1,96%
A = anv déchéance quadriennale en 2024				

DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	2025	2026	2027	2028
dépenses de gestion courante (011) - tvx en regie	10% A	2,00%	1,00%	1,00%
dépenses de personnel (012) - travaux en régie (depuis 2018)	6% B	3,5% B	2,50%	2,50%
autres charges de gestion courante (65)	2,00%	2,00%	1,99%	2,01%
charges financières (66)	-9,21%	-8,57%	-11,71%	-13,27%
charges exceptionnelles (67)	-77,01% C	2,00%	2,00%	2,00%
dotations aux provisions (68)	D	0,00%	0,00%	0,00%
dépenses imprévues	E	0,00%	0,00%	0,00%
dépenses réelles de fonctionnement	5,71%	2,02%	1,67%	1,69%
A = +10% dont étude transfert asst ; B = 2025 : gvt + baisse vacances de postes + participation maintien de salaire + 4 pts cnracl ; 2026 : gvt + 4 pts cnracl + participation mutuelle santé ; C = 30k€ moyenne pour mémoire déchéance quadriennale en 2024 ; D = 30k€ environ 2% des recettes ; E = 50k€				

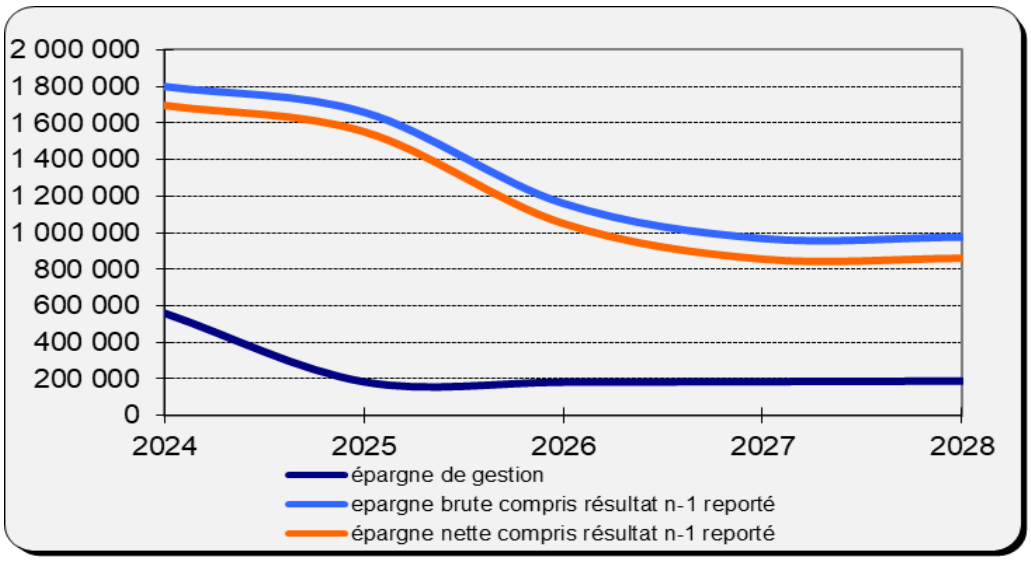
ASSAINISSEMENT - DOB 2025	2024	2025	2026	2027	2028
recettes réelles de fonctionnement	1 870 595,52	1 682 758,80	1 715 785,00	1 749 471,00	1 783 832,00
variation n-1 en valeur		-187 836,72	33 026,20	33 686,00	34 361,00
variation n-1 en pourcentage		-10,04%	1,96%	1,96%	1,96%
atténuation de charges (013)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
produits des services et du domaine (70)	1 629 549,20	1 631 320,80	1 663 947,00	1 697 225,00	1 731 170,00
impôts et taxes (73)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
dotations et participations (74)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
autres produits de gestion courante (75)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
produits financiers (76)	31 451,07	31 451,00	31 451,00	31 451,00	31 451,00
produits exceptionnels (77)	19 595,25	19 987,00	20 387,00	20 795,00	21 211,00
Reprises sur provisions (78)	190 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

ASSAINISSEMENT - DOB 2025	2024	2025	2026	2027	2028
dépenses réelles de fonctionnement	1 442 006,58	1 524 335,98	1 555 082,98	1 581 074,98	1 607 744,98
variation n-1 en valeur		82 329,40	30 747,00	25 992,00	26 670,00
variation n-1 en pourcentage		5,71%	2,02%	1,67%	1,69%
dépenses de gestion courante (011)	815 695,77	897 265,00	915 210,00	933 514,00	952 184,00
dépenses de personnel (012)	427 315,66	452 955,00	468 808,00	480 528,00	492 541,00
atténuation de produits (014)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
autres charges de gestion courante (65)	17 093,33	17 435,00	17 784,00	18 140,00	18 503,00
charges financières (66)	51 414,89	46 680,98	42 680,98	37 680,98	32 680,98
charges exceptionnelles (67)	130 486,93	30 000,00	30 600,00	31 212,00	31 836,00
dotations aux provisions (68)	0,00	30 000,00	30 000,00	30 000,00	30 000,00
dépenses imprévues	0,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00

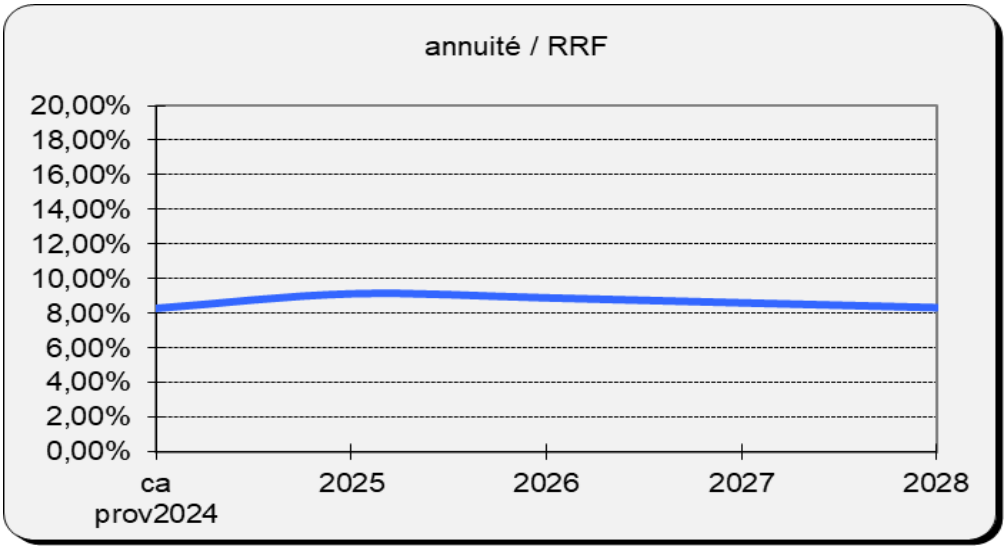
ASSAINISSEMENT - DOB 2025	2024	2025	2026	2027	2028
recettes de gestion (RRF hors 76 et 77)	1 819 549,20	1 631 320,80	1 663 947,00	1 697 225,00	1 731 170,00
dépenses de gestion (DRF hors 66 et 67)	1 260 104,76	1 447 655,00	1 481 802,00	1 512 182,00	1 543 228,00
épargne de gestion	559 444,44	183 665,80	182 145,00	185 043,00	187 942,00
intérêts de la dette	55 733,91	51 000,00	47 000,00	42 000,00	37 000,00
résultat financier hors intérêts	35 770,09	35 770,02	35 770,02	35 770,02	35 770,02
résultat exceptionnel hors cessions	-110 891,68	-10 013,00	-10 213,00	-10 417,00	-10 625,00
résultat n-1 repris au budget primitif	1 371 688,72	1 501 377,85	1 000 000,00	800 000,00	800 000,00
epargne brute compris résultat n-1 reporté	1 800 277,66	1 659 800,67	1 160 702,02	968 396,02	976 087,02
amortissement du capital (compte 16)	103 731,42	107 000,00	110 000,00	113 000,00	116 000,00
épargne nette compris résultat n-1 reporté	1 696 546,24	1 552 800,67	1 050 702,02	855 396,02	860 087,02

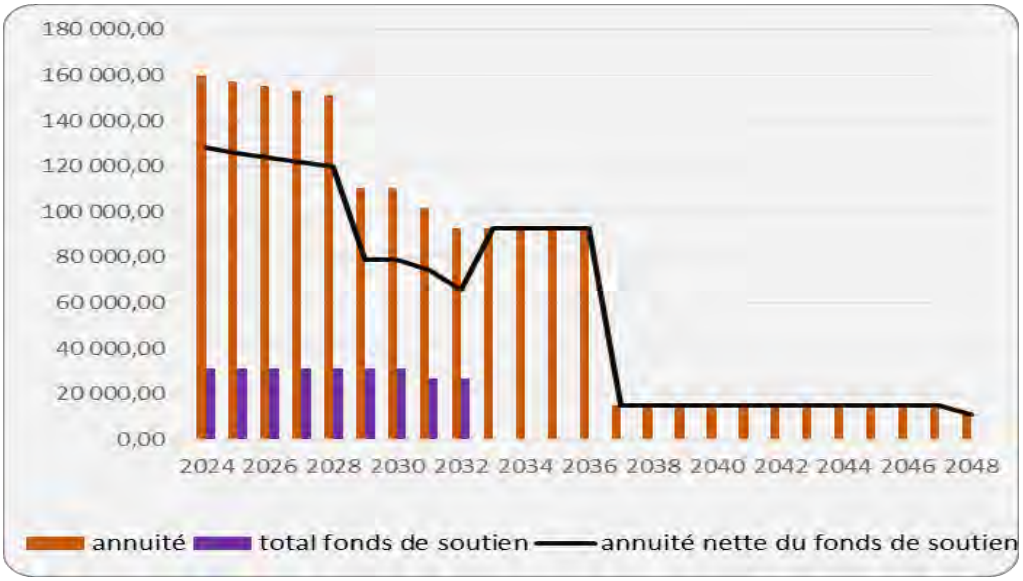
Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 072-217201540-20250303-DGS250303D001-DE

❖ LES DIFFERENTES EPARGNES (de gestion, brute et nette)

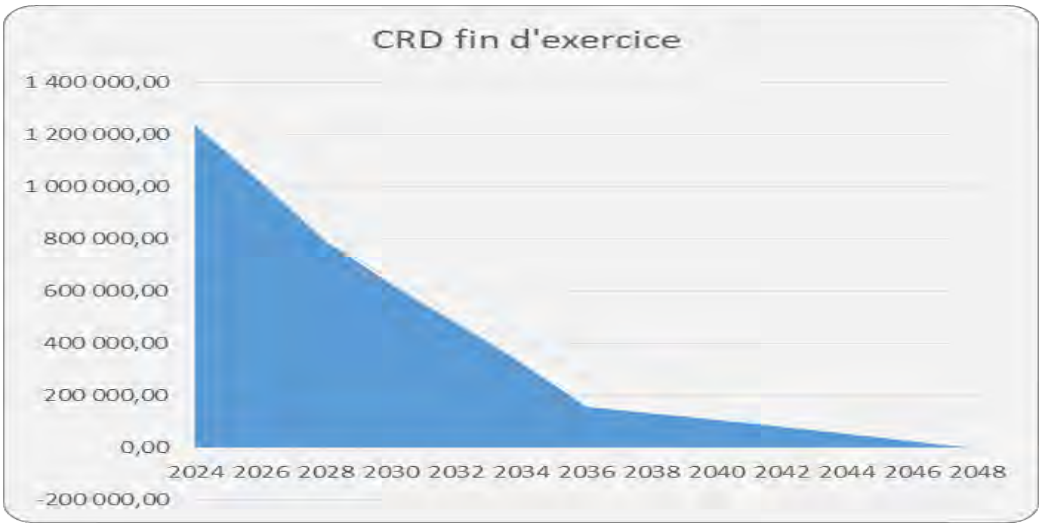


❖ LA DETTE





Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 072-217201540-20250303-DGS250303D001-DE



6ème Partie : LES PERSPECTIVES BUDGETAIRES DU BUDGET DU CINEMA LE KID

❖ PREAMBULE

✓ L'exploitation du cinéma est un SPIC (Service Public Industriel et Commercial). S'agissant d'une activité culturelle d'intérêt général, il peut à titre dérogatoire être équilibré par une subvention du budget général.

❖ ELEMENTS RETROSPECTIFS

KID	2021		2022		2023		2024
recettes de gestion (RRF hors 76 et 77)	307 176,67	118,33%	670 653,47	-17,56%	552 884,09	35,15%	747 195,44
dépenses de gestion (DRF hors 66 et 67)	436 565,28	67,88%	732 888,22	-8,64%	669 530,35	8,22%	724 553,13
épargne de gestion	-129 388,61	-51,90%	-62 234,75	87,43%	-116 646,26	-119,41%	22 642,31
épargne de gestion hors subvention ville	-144 388,61	88,54%	-272 234,75	-57,15%	-116 646,26	-80,83%	-22 357,69
intérêts de la dette (emprunts)	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00
resultat financier hors intérêts	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00
resultat exceptionnel hors cessions	126 576,82	-41,75%	73 727,15	91,12%	140 905,70	-95,39%	6 499,23
epargne brute hors cessions	-2 811,79	-508,72%	11 492,40	111,09%	24 259,44	20,12%	29 141,54
amortissement du capital (compte 16)	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00
épargne nette hors cession	-2 811,79	-508,72%	11 492,40	111,09%	24 259,44	20,12%	29 141,54

Les données 2024 correspondent au compte administratif en attente de pointage final avec la perception

❖ PROSPECTIVE 2025-2028

✓ La prospective est réalisée sur la base d'une activité 2025 estimée à 83 000 entrées après une année 2024 record à 98 000 entrées. Elle intègre également le résultat provisoire 2024 reporté en 2025 pour 2.7 k€.

Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 072-217201540-20250303-DGS250303D001-DE

✓ Le programme d'investissement sera présenté au budget primitif. Il serait envisagé de renouveler du matériel.

REELLES DE FONCTIONNEMENT	2025	2026	2027	2028
produits des services et du domaine (70)	-15,18% A	2,00%	2,00%	2,00%
dotations et participations (74)	102,66 B%	0,55%	0,55%	0,55%
dont subvention ville (747)	B	0,50%	0,50%	0,50%
autres produits de gestion courante (75)	4,13%	2,00%	1,99%	1,99%
produits exceptionnels (77)	1,26%	2,00%	2,01%	2,00%
reprises sur provisions (78)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
recettes réelles de fonctionnement	-1,82%	1,67%	1,67%	1,67%
A = base 83 000 entrées ; subv ville 152k€				

DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	2025	2026	2027	2028
dépenses de gestion courante (011)	-7,51% A	1,00%	1,00%	1,00%
dépenses de personnel (012)	3,41% B	3,00%	2,50%	2,50%
autres charges de gestion courante (65)	C	2,00%	2,00%	2,00%
charges exceptionnelles (67)	D	0,00%	0,00%	0,00%
dotation aux provisons (68)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
dépenses réelles de fonctionnement	-3,53%	3,86%	1,51%	1,51%
A = base 2024 pour 98 000 entrées projeté sur 83 000 entrées en 2025 ; B = gvt + maintien de salaire + 4 pts cnracl ; C = 2k€ ; D = 2k€				

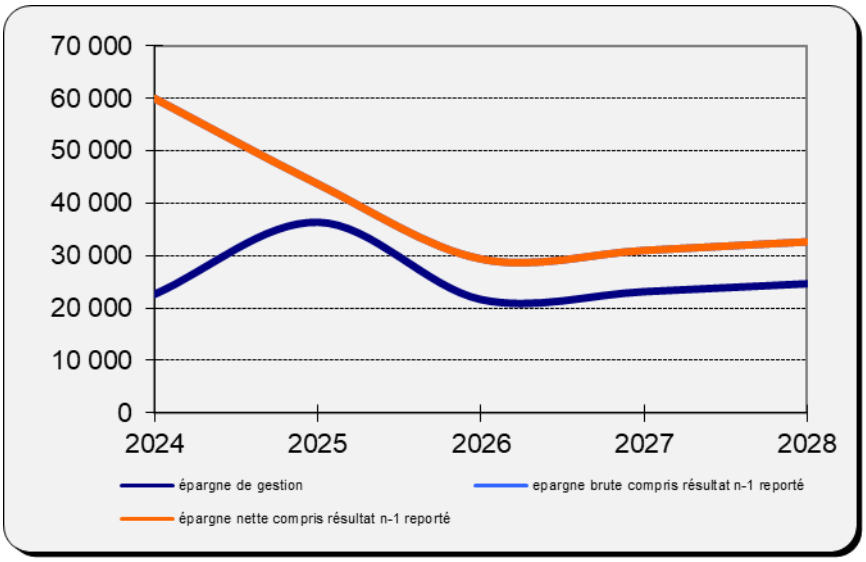
	2025	2026	2027	2028
dont subvention ville (747)	152 000,00	152 760,00	153 524,00	154 292,00

KID - DOB 2025	2024	2025	2026	2027	2028
recettes réelles de fonctionnement	753 713,63	740 000,00	752 336,00	764 906,00	777 713,00
variation n-1 en valeur		-13 713,63	12 336,00	12 570,00	12 807,00
variation n-1 en pourcentage		-1,82%	1,67%	1,67%	1,67%
atténuation de charges (013)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
produits des services et du domaine (70)	660 233,94	560 000,00	571 200,00	582 624,00	594 276,00
impôts et taxes (73)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
dotations et participations (74)	84 080,46	170 400,00	171 344,00	172 294,00	173 250,00
autres produits de gestion courante (75)	2 881,04	3 000,00	3 060,00	3 121,00	3 183,00
produits financiers (76)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
produits exceptionnels (77)	6 518,19	6 600,00	6 732,00	6 867,00	7 004,00
Reprises sur provisions (78)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
dépenses réelles de fonctionnement	724 572,09	699 000,00	725 950,00	736 891,80	748 039,42
variation n-1 en valeur		-25 572,09	26 950,00	10 941,80	11 147,62
variation n-1 en pourcentage		-3,53%	3,86%	1,51%	1,51%
dépenses de gestion courante (011)	483 284,85	447 000,00	451 470,00	455 985,00	460 545,00
dépenses de personnel (012)	239 821,46	248 000,00	255 440,00	261 826,00	268 372,00
atténuation de produits (014)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
autres charges de gestion courante (65)	1 446,82	2 000,00	2 040,00	2 080,80	2 122,42
charges financières (66)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
charges exceptionnelles (67)	18,96	2 000,00	2 000,00	2 000,00	2 000,00
dotations aux provisions (68)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
dépenses imprévues	0,00	0,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00

Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 072-217201540-20250303-DGS250303D001-DE

recettes de gestion (RRF hors 76 et 77)	747 195,44	733 400,00	745 604,00	758 039,00	770 709,00
dépenses de gestion (DRF hors 66 et 67)	724 553,13	697 000,00	723 950,00	734 891,80	746 039,42
épargne de gestion	22 642,31	36 400,00	21 654,00	23 147,20	24 669,58
épargne de gestion hors subvention ville	*-22 357,69*	*-115 600,00*	*-131 106,00*	*-130 376,80*	*-129 622,42*
intérêts de la dette	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
résultat financier hors intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
résultat exceptionnel hors cessions	6 499,23	4 600,00	4 732,00	4 867,00	5 004,00
résultat n-1 repris au budget primitif	30 893,51	2 700,44	3 000,00	3 000,00	3 000,00
épargne brute compris résultat n-1 reporté	60 035,05	43 700,44	29 386,00	31 014,20	32 673,58
amortissement du capital (compte 16)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
épargne nette compris résultat n-1 reporté	60 035,05	43 700,44	29 386,00	31 014,20	32 673,58

LES DIFFERENTES EPARGNES (de gestion, brute et nette)



L'épargne nette est égale à l'épargne brute (pas de dette)

7ème Partie : LES PERSPECTIVES BUDGETAIRES DU BUDGET DES SALLES MUNICIPALES

❖ PREAMBULE

✓ Ce budget est ouvert depuis le 1er janvier 2022. Il regroupe la gestion de Printania, de Coppélia, du Théatre de la halle au blé, des salles de quartier de Verron, Saint germain du val et du Bas-rhin ainsi que la salle d'activité zac du canada.

Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 072-217201540-20250303-DGS250303D001-DE

❖ PROSPECTIVE 2025-2028

✓ L'activité 2025 est basée sur celle de 2024. Elle intègre également le résultat provisoire 2024 reporté en 2025 pour 0.6 k€.

✓ Le programme d'investissement sera présenté au budget primitif. Il est envisagé de renouveler du matériel technique et de réaliser des travaux de conformité-sécurité.

REELLES DE FONCTIONNEMENT	2025	2026	2027	2028
produits des services et du domaine (70)	1,98%	2,00%	1,96%	2,01%
autres produits de gestion courante (75)	3,15%	59,00%	0,59%	0,59%
produits exceptionnels (77)	-100% A	0,00%	0,00%	0,00%
recettes réelles de fonctionnement	2,67%	0,59%	0,60%	0,60%
A = 3k€ en 2024				

DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	2025	2026	2027	2028
dépenses de gestion courante (011)	-11,61 A	2,00%	2,00%	2,00%
dépenses de personnel (012)	1,03% B	2,00%	2,00%	2,00%
charges exceptionnelles (67)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
dotation aux provisons (68)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
dépenses imprévues	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
dépenses réelles de fonctionnement	-5,98%	2,00%	2,00%	2,00%
A = baisse fluide et gros travaux d'entretien bâtiment ; B = hausse compensée par diminution des guso				

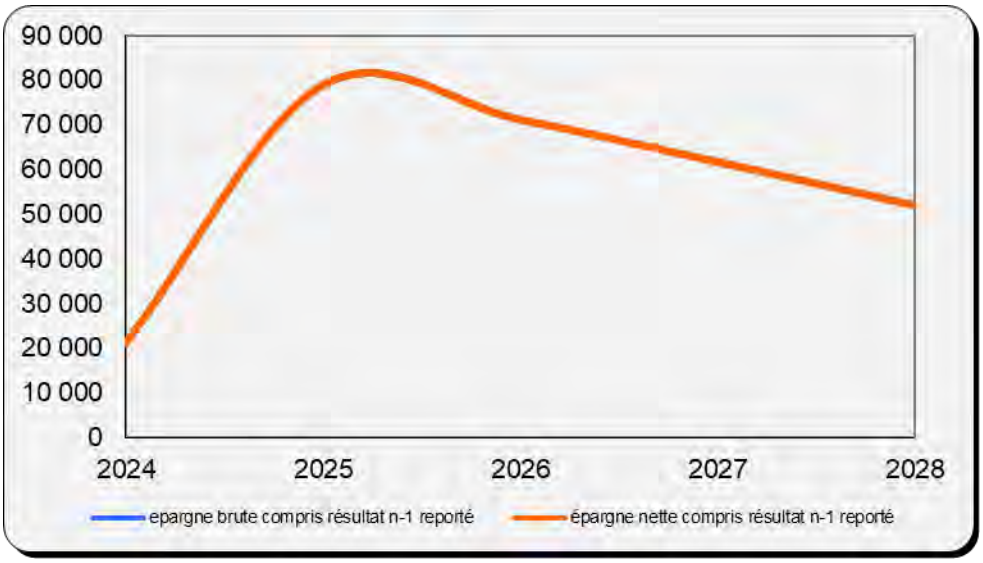
	2025	2026	2027	2028
dont subvention ville (77)	720 000,00	723 600,00	727 218,00	730 854,00

SALLES - DOB 2025	2024	2025	2026	2027	2028
recettes réelles de fonctionnement	748 152,78	768 102,00	772 664,00	777 263,00	781 900,00
variation n-1 en valeur		19 949,22	4 562,00	4 599,00	4 637,00
variation n-1 en pourcentage		2,67%	0,59%	0,60%	0,60%
produits des services et du domaine (70)	1 080,56	1 102,00	1 124,00	1 146,00	1 169,00
autres produits de gestion courante (75)	743 590,63	767 000,00	771 540,00	776 117,00	780 731,00
produits exceptionnels (77)	3 481,59	0,00	0,00	0,00	0,00
dépenses réelles de fonctionnement	733 542,09	689 670,00	703 460,00	717 526,00	731 873,00
variation n-1 en valeur		-43 872,09	13 790,00	14 066,00	14 347,00
variation n-1 en pourcentage		-5,98%	2,00%	2,00%	2,00%
dépenses de gestion courante (011)	406 726,68	359 500,00	366 690,00	374 024,00	381 504,00
dépenses de personnel (012)	326 645,41	330 000,00	336 600,00	343 332,00	350 199,00
charges exceptionnelles (67)	170,00	170,00	170,00	170,00	170,00
dotations aux provisions (68)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 072-217201540-20250303-DGS250303D001-DE

recettes de gestion (RRF hors 76 et 77)	744 671,19	768 102,00	772 664,00	777 263,00	781 900,00
dépenses de gestion (DRF hors 66 et 67)	733 372,09	689 500,00	703 290,00	717 356,00	731 703,00
épargne de gestion	11 299,10	78 602,00	69 374,00	59 907,00	50 197,00
intérêts de la dette	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
resultat exceptionnel hors cessions	3 311,59	-170,00	-170,00	-170,00	-170,00
résultat n-1 repris au budget primitif	6 529,06	539,46	2 000,00	2 000,00	2 000,00
epargne brute compris résultat n-1 reporté	21 139,75	78 971,46	71 204,00	61 737,00	52 027,00
amortissement du capital (compte 16)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
épargne nette compris résultat n-1 reporté	21 139,75	78 971,46	71 204,00	61 737,00	52 027,00

LES DIFFERENTES EPARGNES (de gestion, brute et nette)



L'épargne nette est égale à l'épargne brute (pas de dette)

NOTES PERSONNELLES